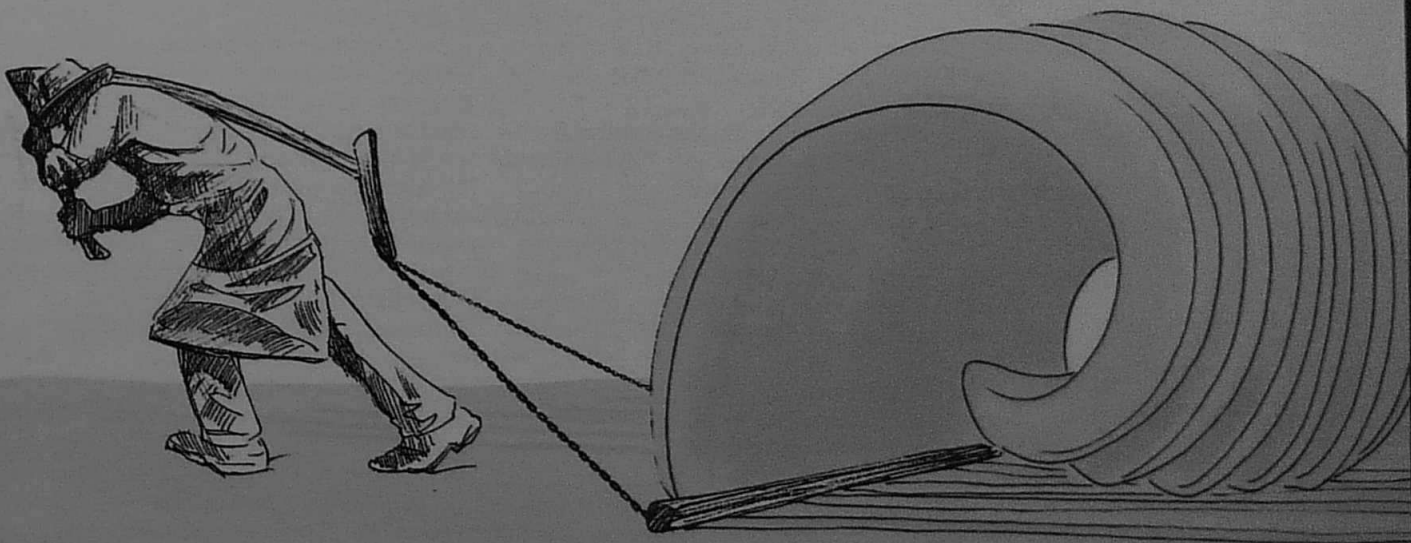


Aujourd'hui, être libre, c'est être informé

LE PEUPLE BRETON

POBL VREIZH

LES PRODUCTEURS vassaux de l'agroalimentaire



François Alfonsi,
un député européen pour Régions
et Peuples solidaires

JUIN | MEZHEVEN 2019

N° 665 | 5,00 €

B 92009 - 685 - P - 5,00 €



3 789200 905007 06650



Gwénoela Kervingant
présidente de Bretagne vivante

Bretagne vivante à 60 ans

associative (parcelles, privées ou publiques, dont on nous confie la gestion et le suivi).
Mais force est de constater que les outils de protection de la nature sont aujourd'hui insuffisants pour garantir un environnement de qualité. Nous allons devoir imaginer de nouvelles stratégies pour faire face aux changements en cours qui vont s'accélérer avec le dérèglement climatique.

C'est pour cela que nous mettons nos forces en commun avec l'ensemble du réseau associatif breton. Nous avons créé, avec cinq autres associations, la Fédération Bretagne Nature Environnement. L'objectif est de démultiplier nos forces pour peser davantage et faire de la prise en compte de l'environnement une priorité absolue à tous les niveaux (élus, citoyens, entreprises).

Les combats majeurs à venir
Les thématiques et les combats majeurs à venir sur lesquels nous nous engageons sont la mer et le littoral ainsi que la reconexion de l'agriculture avec la biodiversité.

Sur la première thématique, à forts enjeux pour la Bretagne historique, nous avons déjà commencé à participer aux réflexions, notamment sur le « document stratégique de façade », en cours de consultation. Nous alertons déjà les acteurs publics sur le fait que les objectifs économiques prennent le pas sur les intérêts écologiques : c'est aujourd'hui inacceptable.

Notre mobilisation va être essentielle pour faire aboutir une stratégie économique, sociale ET écologique afin que la mer se développe durablement dans le respect des écosystèmes marins.

Sur la seconde thématique, le modèle agricole tel qu'on le connaît aujourd'hui n'est plus en phase avec les équilibres écologiques. L'utilisation massive de biocides est en train de vider nos campagnes. Les services rendus par les écosystèmes équilibrés sont à réinvestir. Nous voulons démontrer que les alternatives et les pratiques vertueuses sont réalisables, que le changement est à portée de volonté.

Nous allons pour cela nous appuyer sur notre réseau d'agriculteurs-naturalistes et l'étoffer pour engranger de l'expérience et prouver que c'est possible. Nous pouvons également mettre à profit notre expérience en matière de gestion des espaces naturels.

Il nous faut donc tisser des liens avec le monde agricole et nous sommes prêts à nous investir pour accompagner le changement de pratiques.

Après 60 ans d'existence, nous sommes convaincus d'une chose : l'écologie (celle des écosystèmes) et l'environnement (santé, cadre de vie et paysages) ne sont pas des problématiques séparées de l'économique et du social (culture comprise).

Nous ne pourrions avancer seuls, la situation est plus que critique, mais si nous nous y mettons tous, sans plus attendre, nous pouvons encore changer les choses.

Soixante ans d'aventure humaine, 60 ans à partager, former, informer ; 60 ans de contribution à la connaissance naturaliste ; 60 ans à convaincre et faire prendre conscience de l'importance de préserver la nature.

L'histoire a commencé en décembre 1958 avec deux pionniers finistériens, Michel-Hervé Julien et Albert Lucas, créateurs, avec d'autres, de la SEPNB (Société d'étude et de protection de la nature en Bretagne). Déjà, ils nous alertaient... En effet, la grave crise de la biodiversité qui fait la une de l'actualité ne date pas d'aujourd'hui. Il y a des combats où nous aurions préféré avoir eu tort.

Pourtant, Bretagne vivante n'a pas cessé d'agir et d'être active pour enrayer l'érosion de la biodiversité et alerter les citoyens et citoyennes.

Des combats gagnés et un patrimoine préservé

D'abord, nous avons su orienter et peser sur les politiques publiques de préservation de notre littoral. Le principe de laisser à la nature sauvage un tiers des zones côtières a été proposé par la SEPNB en 1964. C'est aujourd'hui celui-ci qui a été repris dans les objectifs du Conservatoire du littoral et dans ceux du Grenelle de la mer de 2009, avec comme objectif 2020-2030 au lieu de 2050. L'idée vient d'être reprise plus récemment par le président de la République, qui propose de porter la part de nos aires marines protégées à 30 % d'ici 2022.

La SEPNB, devenue Bretagne vivante en 1997, a également toujours œuvré pour l'amélioration des connaissances sur les écosystèmes afin de mieux les préserver.

C'est au sein de l'association qu'a été initié le Conservatoire botanique national de Brest jusqu'en 1987, avant de devenir un établissement public. Ce conservatoire visant à sauver les plantes sauvages menacées d'extinction fut le premier établissement de ce type au monde à être créé.

L'association s'est aussi beaucoup engagée dans la protection d'espaces naturels d'exception et, aujourd'hui, beaucoup de sites protégés sont gérés par des associations bretonnes. Bretagne vivante gère quatre réserves naturelles nationales sur les huit que compte la Bretagne, mais aussi deux réserves naturelles régionales et 120 sites en réserve

« Les objectifs économiques prennent le pas sur les intérêts écologiques : c'est aujourd'hui inacceptable »

édito

Le Peuple breton évoque régulièrement la question agricole dans ses colonnes. Pourquoi, me direz-vous, alors que la population mondiale est de plus en plus concentrée dans les villes ? Si Le Peuple breton aime parler des paysans, c'est qu'à travers eux transpirent toutes les incohérences du système économique planétaire. Paradoxalement, alors qu'il y a de plus en plus d'habitants sur Terre, on dénombre de moins en moins de personnes ayant un lien au sol. Les messages alarmistes sur la biodiversité se multiplient, mais les mesures adéquates (pourtant connues) pour enrayer cette érosion sont ignorées par le personnel politique en place. Tout semble montrer que la réflexion se limite à un « jusqu'ici, ça tient » !

Récemment, en débattant avec un internaute, celui-ci m'a expliqué que son oncle agriculteur était mort récemment. « Ce ne sont pas les pesticides qui l'ont tué : c'est la solitude, la dépression, le tabac et l'alcool. Toutes mes tantes sont filles de paysan et ont juré de ne jamais épouser d'agriculteur », a-t-il ajouté avant de lancer un amer : « Il y a un problème ! » C'est le moins que l'on puisse dire ! Car tout, dans sa description, évoque la figure du colonisé, celui qu'on a dépossédé de lui-même. C'est ce qui a présidé à la constitution de ce numéro sur l'aspect social de ce métier admirable qu'est paysan.

Dans S'émanciper, l'UDB écrit que « l'agriculture bretonne a été modelée en fonction des besoins de l'industrie ». Dès lors, il est illusoire de prétendre à l'autonomie. Un paysan ne peut (re)devenir autonome qu'en pensant en dehors du cadre fourni par ceux qui l'exploitent, qu'en cessant de croire religieusement le « prêt à penser » des multinationales. Le mois dernier, le consortium Bayer-Monsanto a été pris en flagrant délit de « fichage ». Le lobbying va bon train et tous les coups sont permis : désinformation, financement d'« études »...

Si poser les problèmes du monde agricole, tant environnementalement, économiquement que socialement, c'est faire preuve d'« agri-bashing » comme accusent régulièrement tous ceux qui ont intérêt à ce que ce système perdure, alors répondons-leur que l'avenir est à l'innovation et non au conservatisme ! Or, être moderne, aujourd'hui, ne consiste pas à détruire la planète et ceux qui l'habitent. Se respecter soi-même, c'est aussi respecter son milieu.

➤ GAELE BRIAND



sommaire

L'invité	Langues	Rubriques
Gwénoela Kervingant, présidente de Bretagne vivante 2	De la parole du ministre Blanquer et de sa valeur 18	Gwenn et Du 4
Le mot de l'UDB	Un office public de la langue catalane ... 25	De Brest à Nantes 6 7
Lydie Massard : « L'écologie politique revient sur le devant de la scène ! » 5	International	Iffig 7
Politique	Législatives espagnoles : du bon et du moins bon 24 25	Leurre de vérité 8
Dans l'Hémicycle 9	Israël : la politique du pire va continuer 26 27
Edmond Simeoni : un homme allergique aux injustices 16	Pages culturelles	Pobl Vreizh
Social	Qui se cache derrière Jean-Luc Bannalec ? 23	Aglakaat koadou er c'hériou 19
Comment va la profession agricole ? 10 13	Histoire : le commando Kieffer 28 29	Fañh Morvannou, ur vuhez stourm 20 21
Environnement	Livres 30 31	An dreuzwelusted er politikerezh 21
Marches bretonnes contre Monsanto 13	Selaouit 32	Levriou brezhonek 22
Climat, biodiversité... la crise est globale 14 15	Musiques de Celtie 33	Couverture : illustration Niko
Hommages	La page du PB	Le Peuple breton paraît le premier jour ouvrable du mois.
Fañh Morvannou (voir également Pobl Vreizh) et Yvon Fichou 17	Sortie de la biographie d'Hervé Grall 34	Certaines pages reçoivent un soutien financier du Parlement européen.

Écrivez-nous !
 Envoyez votre courrier au :
 9, rue Pinot-Duclos - 22000 Saint-Brieuc
 contact@lepeuplebreton.bzh

Propagande !

L'appel publié par *Libération* le 22 mai est un bel exemple de la propagande des penseurs autoproclamés « intellectuels de gauche » chantant la gloire d'Ada Colau [la maire de Barcelone, ndr], alors qu'elle n'avait pas de majorité lors des précédentes municipales de 2015, avec 25,2 % des suffrages et 11 sièges sur 41. Elle n'a pu être élue et diriger la ville qu'avec l'appui des élus d'ERC, de la CUP et du Parti socialiste catalan, et la passivité de la droite catalaniste de CiU. Présenter son mandat comme un triomphe, sans même une allusion aux forces catalanistes qui totalisaient 42,43 % des suffrages et 18 sièges, relève de la malhonnêteté intellectuelle pour ne pas dire des « fake news ». Lorsque l'on sait que les rapports de force au sein des catalanistes se sont inversés aux législatives d'avril 2019 au profit d'ERC et de la CUP, avec un écrasement de la droite (ex-CiU), cet appel reflète seulement la parole des « intellectuels » étatistes anti-catalans. Le dernier sondage publié donne la liste d'Ada Colau en 2^e position derrière ERC et la disparition du PP de Rajoy. Ce n'est pas le transfuge caméléon Vallès qui changera la donne, avant-dernier du sondage [...]. **Yann Choucq, avocat, Nantes (44)**

La France a aussi pratiqué l'immersion !

Notre camarade trégorroise Janig Bodiou-Stephens, docteur en linguistique de l'université de Londres, a envoyé un courrier au ministre de l'Éducation nationale, Jean-Michel Blanquer. Janig y rappelle « que le gouvernement français a, dans le passé, mis en place une méthode d'immersion complète dans ses plans d'éducation au Maroc et en Algérie, dans le cadre des plans de scolarisation [...] Les langues maternelles ont survécu ». Elle signale également au ministre que « dans une ville comme New York, le bilinguisme par immersion est pratiqué dans les écoles publiques. De nombreuses familles françaises y envoient leurs enfants [...] ». Elle ajoute : « Un locuteur bilingue ne parlera pas breton à un monolingue français. Le français étant la langue fortement dominante en Bretagne, elle encourt peu de danger ». Le ministre aurait mieux fait de se taire !

100^e conférence sur l'histoire de Bretagne

Jean-Jacques Monnier et Olivier Caltebot continuent leur tournée partout en Bretagne et ailleurs (jusqu'en Pologne). Chaque conférence - étant originale, elle exige en amont environ un mois de travail, « au bas mot », précise Jean-Jacques Monnier, qui effectue toutes ces conférences bénévolement. La prochaine, la centième, aura lieu le 5 juin à 18 h à la Maison internationale de Rennes. « Pourquoi l'histoire de Bretagne est-elle si mal connue ? » (organisation Kendeskiñ). Suivra le 6 juin à 20 h 30 au Ti-ar-Vro de Saint-Brieuc (Le Légué) une conférence intitulée « Le réveil artistique breton et les Saiz Breur, 1860-1960 » et le 29 juin à 20 h 30 au pôle culturel du *Petit Écho de la mode* à Châtelaudren une autre concernant « Le traité de Versailles, 28 juin 1919 - impacts bretons, français, européens ». En novembre, avec le tournage d'un film documentaire historique sur le Dogaïas, ce seront Saint-Nazaire - Trignac puis Saint-Malo qui accueillent la tournée de vulgarisation de l'histoire bretonne. Un travail rendu possible grâce à l'engagement de petites associations.



Dans le vent...

Alors, tu as le profil "souris", qui n'a pour seule ambition que trouver un "trouage", c'est-à-dire trouver une place dans laquelle il va creuser son trou y vivre et s'en indiffer sans jamais en bouger...

Tu as le profil "coq", qui va parader au moindre succès et prendre à son profit le moindre événement favorable...

Comme vous pouvez le constater, j'ai tenu mes promesses: alors que j'ai dit, j'ai fait et le soleil s'est immédiatement levé !!!

Il y a aussi la "blanche colombes", qui va roucouler pour que tu aies à s'envoler et te fera dessus dès qu'elle aura pris son envol...

Faites-moi confiance...

La vache, quel bestiaire... et c'est l'espèce dominante sur terre ?

Tu veux que je te dise, au départ ils ont dit "supens" par orgueil et puis maintenant, ils te disent deux fois pour se convaincre que c'est toujours vrai !

Le mot de l'UDB



Lydie Massard | 14^e sur la liste Europe Écologie

L'écologie politique revient !

Si le duel La République en marche-Rassemblement national, fabriqué de toutes pièces par le président de la République, a plutôt bien fonctionné, la surprise de cette élection européenne est bien le retour de l'écologie politique sur le devant de la scène. Une excellente nouvelle ! Beaucoup plus préoccupant en revanche : si la Bretagne résiste encore au Rassemblement national, le barrage cède peu à peu. On ne peut se réjouir en affirmant qu'ici c'est mieux qu'ailleurs. Les effets de la métropolisation sont là. Autant les plus grandes villes bretonnes font un pas de côté en choisissant l'écologie, autant les territoires délaissés continuent logiquement d'être eurosceptiques. Le Rassemblement national, toutefois, a peu de réserves de voix et l'euro-scepticisme est moins important qu'on ne l'aurait cru avant le vote. Il nous appartient donc à nous, écologistes et autonomistes, d'incarner un nouveau chemin. Pour gagner la recomposition politique autour de nos idées, il nous faut réconcilier les territoires urbains et les territoires ruraux. En somme, démocratiser les institutions pour éviter qu'elles ne laissent sur le bord de la route ni celles et ceux qui ne s'inscrivent pas dans le projet néolibéral, ni les territoires qui n'ont pas voix aux chapitres dans le concert des États-nations. Le défi est tout à fait possible à relever : chez moi, à Pontivy, la liste portée par Yannick Jadot a fait 13,9 %, un score jamais atteint auparavant ! Partout dans les territoires, la plus-value de Régions et Peuples solidaires est notable :

chez nous en Bretagne, évidemment, en Alsace, au Pays basque, en Savoie, dans certains coins d'Occitanie et de Catalogne, et bien sûr en Corse ! Loin d'être des supplétifs, nous avons apporté idées et militantisme à cette campagne pourtant nationalisée du fait de la circonscription unique. En Europe, le groupe des Verts-Alliance libre européenne sort renforcé de cette élection avec une vingtaine de sièges supplémentaires. Et même si je reste « au pied du podium », en étant la première non-élue de la liste, Régions et Peuples solidaires gagne son pari de renvoyer au Parlement européen l'un des siens : François Alfonsi ! Notre courant de pensée a pu être entendu et le sera plus encore ces prochaines années. C'est cela le plus important. À titre personnel, je suis très satisfaite de cette campagne. Si je devais la qualifier en deux mots, je dirais « dynamique » et « sereine ». J'ai eu la chance de rencontrer des dizaines de personnes toutes plus intéressantes les unes que les autres, qui partageaient l'envie que les territoires soient représentés dans les institutions. Les relations entre l'UDB et EELV ont été excellentes et j'ai eu quartier libre pour mettre en avant nos idées. Il faut d'ailleurs noter que Régions et Peuples solidaires porte chance à EELV aux élections : cela ouvre des perspectives... Pour finir, au nom de l'UDB, je voudrais remercier les militants du parti qui ont pris part à cette campagne d'une manière ou d'une autre, ainsi que ceux qui ont tenu un bureau de vote ou dépouillé les résultats. J'ai aussi une pensée particulière pour Aurélien Boulé, candidat de l'UDB à Nantes : cette victoire est aussi la sienne ! Enfin, Sten Charbonneau, qui m'a accompagnée en Bretagne, et Pierre Costa, le directeur de Régions et Peuples solidaires, peuvent être fiers de leur travail.

UDB

Nous écrire

4, rue Menou | 44000 Nantes
 permanence@udb.bzh

Site Internet

udb.bzh

Nous téléphoner

07 87 36 41 66

La Bretagne de Brest à Nantes

NANTES. L'UDB écrit à Loïg Chesnais-Girard

En 2016, le conseil d'administration de la SPL Le Voyage à Nantes a voté le souhait d'une adhésion aux « Destinations Bretagne » mises en place par le conseil régional de Bretagne. Anne Gallo, vice-présidente chargée du tourisme, avait alors expliqué en février 2019 que « c'était compliqué d'inclure Le Voyage à Nantes dans une destination ou d'en créer une nouvelle pour des questions de cohérences techniques ». L'UDB, par la voix de Pierre-Emmanuel Marais, « s'interroge donc sur la capacité de la Région Bretagne à penser une politique culturelle et touristique en s'affranchissant du cadre administratif ». L'élue nantaise s'interroge : « Les « vœux » réaffirmés année après année sont-ils à ce point inutiles que lorsqu'un acteur majeur de la place nantaise tend la main au conseil régional de Bretagne, on l'ignore ? » Il souhaite que, trois mois après cette « réponse », le dialogue puisse reprendre.



SAINT-MALO. Solidarité avec la Grèce. Le collectif de soutien à la Grèce dont fait partie l'UDB a organisé une réunion-débat le 17 mai. Le thème de cette soirée, animée par Noëlle Burgi, politologue et sociologue, chercheuse au CNRS, portait sur les politiques européennes qui ont démantelé le système sanitaire en Grèce. En effet, la Grèce est soumise depuis 2010 à une succession de politiques d'austérité sans équivalent dans l'histoire européenne. « La Grèce a été et reste le principal laboratoire d'une reconfiguration des politiques économiques et sociales sur le vieux continent, annonçant la remise en cause de l'état social », démontre la conférencière dans un ouvrage qu'elle a coordonné en 2014 (*La Grande Régression. La Grèce et l'avenir de l'Europe*, aux éditions Le Bord de l'eau).

reconstitution de bars et de nombreux témoignages sur l'aspect social de ces lieux, en particulier pour les pêcheurs de retour à terre. Elle est ouverte depuis le 6 avril et vous pourrez la visiter jusqu'au 1^{er} novembre 2020.

LANNION. Prix Goncourt de la poésie. Le poète Yvon Le Men, que *Le Peuple breton* recevait dans son numéro d'avril dernier, s'est vu décerner le Prix Goncourt de la poésie des mains de Tahar Ben Jelloun. Une belle reconnaissance pour l'artisan du Printemps des poètes à Lannion, auteur de dizaines d'ouvrages traduits dans le monde entier.

RENNES. Petits pas pour les profs de breton. Un groupe de travail spécifique dédié à l'option breton a été mis en place par le rectorat de Rennes, sans doute pour répondre au malaise qu'éprouvent nombre d'enseignants, et à la dénonciation du recul de l'offre et des effectifs d'élèves inscrits, contraire aux engagements de l'État. La première réunion a surtout servi à dresser un état des lieux des dysfonctionnements. Un autre groupe de travail devrait voir le jour, centré cette fois sur les problèmes d'organisation du travail des professeurs de breton.

DINAN. Hulot soutient le projet de parc naturel. Dernière ligne droite pour le projet de parc naturel régional Vallée de la

Rance-Côte d'Émeraude ? C'est en tout cas ce qu'espèrent les élus du pays qui portent le projet depuis plus d'une décennie. De passage à Dinan le 16 mai pour une conférence, l'ancien ministre Nicolas Hulot (qui vit une partie de l'année à Saint-Lunaire) a apporté son soutien à cette création.

FINISTÈRE. Fonctionnariser les médecins ? Dans une tribune parue dans *Le Journal de la Bretagne*, le conseiller départemental du Finistère et maire de Carhaix Christian Troadec juge que « les déserts médicaux sont de plus en plus nombreux ». La libération trop récente du numerus clausus ne permettra pas de résoudre la situation avant une dizaine d'années », estime-t-il. Il propose donc « que le département du Finistère s'inspire de ce qui a été initié par le département de Saône-et-Loire, qui a salarié directement 60 médecins qui se déplacent dans les centres de santé, là où la pénurie est la plus importante ». Une idée à creuser en effet !

RETIERS. Amendement pour la pollution de la Seiche. En août 2017, la Seiche avait été polluée par un écoulement de lait provenant d'une filiale du groupe Lactalis entraînant la mort de toute vie aquatique sur plus de huit kilomètres. La Société laitière de Retiers a été condamnée pour « négligence » à payer une amende de 250 000 € et à verser 70 000 € d'indemnités aux associations parties civiles. Parmi ces dernières, Eau et rivières de Bretagne rappelle que « le préjudice écologique n'a pas encore été jugé. L'audience concernant cette partie a été renvoyée au 10 janvier 2020, le temps pour le tribunal de savoir si les mesures de restauration proposées par le groupe Lactalis sont pertinentes

cette année dans une version restaurée au Festival de Cannes dans la catégorie « Cannes Classics ». L'an prochain, le film, qui a été difficile à imposer en salle, fêtera ses 40 ans. Félicité par l'équipe du *Peuple breton*, le couple a répondu à notre magazine que « la sélection à Cannes [les] a surpris, mais ça a été un plaisir de présenter le film là-bas ». Les Bretons ont bien de la chance d'avoir des ambassadeurs comme eux !

LANGOËLAN. Non aux fermes-usines. Deux poulaillers industriels de 2 200 m² chacun et d'une capacité totale de 120 000 poulets de chair sont en projet dans la commune de Langoëlan. On pouvait penser ce genre de projets industriels géants révolus en Bretagne : le président de la Région Bretagne, Loïg Chesnais-Girard, ne souhaite-t-il pas en effet en faire la championne du « bien-manger » ? La réalité, c'est qu'on fait croire que tous les types d'agricultures peuvent cohabiter. Un « choix » que les élus régionaux de l'UDB avaient dénoncé en refusant de voter la « Nouvelle Alliance agricole » en 2011.

PAIMPOL-BRÉHAT. On l'appelle Désirée... Après l'abandon des essais par EDF, les Constructions mécaniques de Normandie et la société grenobloise HydroQuest expérimentent une nouvelle hydrolienne au large de Bréhat, sur leur concession. Les tests auront lieu jusqu'en 2020... à moins de nouveaux rebondissements ! Le site semble particulièrement propice, mais l'énergie hydrolienne est encore un projet en Bretagne, alors qu'elle est réalité en Écosse depuis longtemps !

QUIMPER. La Gouel Breizh. Dans le cadre de la Gouel Breizh, pendant que près de 600 sonneurs concourraient le 18 mai dans les jardins de l'Évêché de Quimper, près de 600 danseurs se produisaient place Saint-Corentin. Des centaines de spectateurs massés tout autour de la place ont apprécié le spectacle « Trans Breizh Express #2 » créé par la confédération War'Leur. Les danseuses et danseurs, aussi bien les tout jeunes que les aînés en alternance, se sont relayés pour proposer des danses des différents terroirs des cinq départements de la Bretagne historique, parfois bien revisitées.

ou non ». Eau et rivières estime cependant qu'« il ne s'agit pas de mesures de restauration, mais bien de mesures de compensation ». Sur France 3 Bretagne, Jérémie Grandière, le président de la fédération de pêche d'Ille-et-Vilaine, rappelait que « tous les mois, il y a une pollution dans le département ».

LORIENT. Focus sur les cancers des dockers



Une étude menée en 2014 a révélé après enquête auprès de 250 dockers que les cancers de la vessie et des reins étaient plus fréquents dans cette catégorie de population qu'ailleurs. Un travail de recherche a donc été mené par l'Inserm, qui une association pour la protection de la santé des travailleurs des métiers portuaires a saisi, pour que ces cancers soient reconnus d'origine professionnelle. Une autre enquête, menée par le département de la Loire-Atlantique, a révélé que les dockers étaient surexposés à des produits cancérigènes dans le cadre de leur travail : pesticides, échappement de carburant, soja traité aux pesticides, bateaux calorifugés à l'amiante, bois traités au formaldéhyde...

CANNES. La lutte anti-nucléaire en lumière ! Nicole et Félix Le Garrec ne sont pas des inconnus pour les lecteurs du *Peuple breton*. Leur film *Plogoff, des pierres contre des fusils* a été présenté

– a surpris des sénateurs affirmer que si le glyphosate était reconnu comme cancérigène, il aurait été interdit. Comme le tabac, sans doute ?

– a écouté Marc Le Fur exposer à l'Assemblée nationale lors d'un débat sur Notre-Dame de Paris que « le 15 avril au soir, implicitement ou explicitement, les Français ont reconnu leurs racines chrétiennes » ; – se dit qu'ils ont surtout eu de la peine de voir un bel édifice brûler...

– a entendu le même Marc Le Fur expliquer à l'Assemblée que le maire de la commune de Plédran, Stéphane Briand, souhaitait faire un don à Notre-Dame « en nature » car « sa commune dispose de bois comportant des arbres anciens qui pourraient parfaitement convenir à ce type de travaux » ; – se demande si on ne pourrait pas laisser en place ces « arbres anciens » et accepter l'idée d'une charpente en béton pour la reconstruction de Notre-Dame ?

– a entendu la députée Sandrine Le Feur vanter la création d'un « conseil de défense écologique » ; – a appris par la suite que ce conseil sera présidé par Emmanuel Macron et qu'il réunira des ministres. Un conseil des ministres thématique, en somme... Quelle innovation !

– se dit que si Jean-Michel Blanquer réussit à trouver un seul élève sortant de la filière Diwan ne parlant pas français, promis, il arrête la bière !

– a apprécié de voir le maintien de l'hiermine sur le nouveau logo du FC Nantes ; – s'est étonné en revanche de l'analyse de texte ambiguë qu'il explique : le club respecterait « l'appartenance passée de la ville au duché de Bretagne ». Pourquoi pas tout simplement « l'appartenance de notre ville à la Bretagne » ?

Des bouchés politiques

► PAR YANN FIÉVET

C'est entendu, le monarque et sa cour de plus en plus resserrée considèrent que le vaste mouvement lancé par les « gilets jaunes » en novembre dernier « n'a pas de débouchés politiques ». Voilà une affirmation péremptoire sur laquelle certains médias empressés se sont jetés tels des caniches flairant un nouvel os à ronger.

Affirmation péremptoire mais éminemment saugrenue et probablement imprudente comme nous allons le voir. Ajoutons d'emblée que, pour Emmanuel Macron, le débouché politique se résume ici exclusivement à la compétition électorale. Et le point de vue présidentiel n'est pas, tant s'en faut, lié simplement à la circonstance de la campagne des européennes. C'est bien toute sa politique qui manque singulièrement de hauteur politique.

L'entêtement continue. Nous pouvons même dire qu'il progresse ! Chaque campagne électorale insufflé sa dose d'espoir à ceux qui aspirent encore au changement puis, très vite, une fois l'élection dans notre dos, le désarroi reprend son cours et grossit. En 1995, Jacques Chirac promettait d'affronter la fracture sociale... En 2007, Nicolas Sarkozy proclamait qu'il serait le président du pouvoir d'achat... En 2012, François Hollande devait faire de la finance sa pire ennemie... En 2017, Emmanuel Macron s'engageait à tout boussuler.

Là, au moins, nous ne sommes pas déçus ! Et, chaque fois, l'on fait mine de s'étonner de la progression du taux d'abstention. On se félicite que les institutions fonctionnent, que les élections aient lieu aux dates prévues. On s'obstine à croire que partis et syndicats restent les formes suprêmes de l'engagement du citoyen. On fait tourner, bon an mal an, la « machine démocratique ». Et elle tourne bien, jusqu'au grotesque de la fausse compétition de trente-quatre listes aux européennes en France cette année. Les médias de masse évidemment jouent le jeu. Ils contribuent même à amplifier l'illusion démocratique. La marche vers un abîme de moins en moins incertain ne semble pouvoir être interrompue.

Nous gouvernants, qui en fait ne gouvernons plus grand-chose, ne font pas que s'étonner de la progression de l'abstention électorale et du désintérêt de nombre de citoyens pour la res publica. Ils s'étonnent, par-dessus le marché, du fort mécontentement de certaines catégories de la population qui s'agitent de façon désordonnée. Nous sommes dévoués à la cause démocratique, entièrement tendus vers l'intérêt général, proclament-ils sur la scène officielle. Alors, que signifie cette montée inquiétante du « populisme » injustifié ? Il ne leur vient pas à l'idée qu'à force de souffrances trop longtemps contenues le corps social finit toujours par exploiter. Ils n'en ont cure, continuent de faire semblant, de se croire encore importants, de cultiver leur suffisance d'hommes insuffisants. Ils savent, eux, que les vrais enjeux de leur maintien au pouvoir se tiennent ailleurs que sur la scène politique de façade.

Dans les coulisses se jouent – et depuis longtemps – d'autres pièces d'un répertoire que le grand public doit

continuer d'ignorer dans les détails. Pier Paolo Pasolini, mort en 1975, écrit un jour ceci : « Sous couvert de démocratie, de pluralité, de tolérance et de bien-être, les autorités politiques, inféodées aux pouvoirs marchands, ont édifié un système totalitaire sans nul autre pareil. » Bien sûr, depuis la fulgurante clairvoyance de cet homme de culture, le pouvoir marchand n'a fait que croître et embellir. Il est maintenant tentaculaire, la finance offshore est un ogre agissant au nez et à la barbe des acteurs des économies réelles locales, au détriment des services publics, des systèmes de protection sociale, des droits conçus anciennement par les salariés, etc. Pour sauvegarder les intérêts des nantis, l'État s'arme puissamment et organise la répression des mouvements sociaux désormais réputés criminogènes. « Totalitaire », disait Pasolini ! Nous comprenons mieux alors ceci : « Je suis le fruit d'une forme de brutalité de l'Histoire » (Emmanuel Macron, le 13 février 2018 face à la presse présidentielle).

Avec Emmanuel Macron, la suffisance mal réprimée et l'autoritarisme trop bien camouflé sont à leur comble. Ce

Narcisse au talon de fer incarne la quintessence du renoncement politique au sens où il faut entendre en démocratie ce dernier vocable. Ne lui en déplaise, le mouvement des gilets jaunes n'est pas qu'un coup de semence qu'il suffisait de contraindre par une violence policière inédite et la complicité crasse de médias apeurés. C'est une ample révolte qui va continuer de sourdre et probablement s'amplifier sous d'autres formes que

celles choisies au lancement du mouvement. Trop de brutalité, trop de mépris, trop de tentatives de discrédit ou de récupération ont alimenté ce désir nouveau de citoyens nombreux qui ne sont plus prêts à s'en laisser conter. C'est d'abord cela l'engagement politique.

Non, M. Macron, la politique ne se résume pas à la présentation régulière aux élections et, dans l'intervalle, à satisfaire avec empressement les diktats des possédants. Vous allez prendre toute votre part de responsabilité dans l'arrivée au pouvoir demain du Rassemblement de la haine. Car telle va être l'issue fatale de votre incapacité à prendre la mesure de ce que doit être l'engagement du chef d'un État se voulant démocratique. Le « grand débat » tournant en rond autour de votre personne n'a répondu en rien à cette nécessité. Vous êtes resté bouché !

Votre ultime étonnement, à vous et à vos consorts, interviendra trop tard, après la catastrophe que constituera l'avènement d'un vrai pouvoir fasciste en notre pays et chez certains de nos voisins. En attendant, les nantis mettent les bouchées doubles à se gaver d'argent dérobé et soustrait à une administration fiscale peu regardante envers leurs malversations. Quand le cauchemar débute, ils sauront se mettre à l'abri, à l'étranger ou en se coulant douillettement dans le nouvel ordre des choses. Rares seront ceux qui entreront dans une nouvelle Résistance. Mieux vaut Hitler que le Front populaire, disait-on en 1938. Que dira-t-on cette fois ? ●

À chaque élection, l'on fait mine de s'étonner de la progression du taux d'abstention

Paris et le désert français...



Excellente question du député socialiste Guitaume Garot le 30 avril à propos de la désertification médicale : « Dans la loi santé, vous avez présenté la suppression du numerus clausus, qui, jusqu'à présent, a limité le nombre d'étudiants en médecine, comme une des principales réponses à la désertification. [...] Quelle a été notre surprise à la lecture d'un arrêté signé le 16 de ce mois par la ministre des Solidarités et de la Santé, concernant la répartition des nouvelles places ouvertes aux étudiants en médecine ! En 2019, leur nombre augmentera de 10 % ; c'est bien, c'est même très bien ! Toutefois, chers collègues, deux tiers de ces nouvelles places se concentreront sur Paris et la région parisienne. [...] Au total, un peu plus de 600 nouvelles places seront créées, dont près de 400 pour Paris et sa région. »

Ce que révèle le Brexit...

Le 13 mai dernier, la question du Brexit a été mise sur la table à l'Assemblée nationale. À cette occasion, le député Paul Molac a déclaré que « le Brexit révèle, à l'évidence, une crise de l'idée européenne, mais aussi des États-nations, des États européens. Ces États se sont progressivement constitués, pour la plupart d'entre eux, à partir du XVI^e siècle. Et, souvent, ils ont prétendu construire une Europe à leur image. C'est ce qui s'est passé avec les Habsbourg, puis avec Louis XIV et Napoléon, mais aussi avec Adolf Hitler. Chaque fois, le pays le plus puissant en Europe entend mettre l'Europe à sa botte. Mais cela ne marche pas. [...] Aujourd'hui, ces États se cherchent, entre l'Europe d'un côté et les régions de l'autre, ils ont bien du mal à inventer un nouvel eldorado, un avenir. Une illustration claire en est fournie par le Brexit, où l'on voit le nationalisme anglais se heurter à d'autres visions. Que fera l'Écosse, en effet, quand viendra le Brexit ? Il y a fort à parier qu'elle redemandera un référendum sur son indépendance et que, cette fois, elle le remportera ; elle demandera donc à intégrer l'Union européenne. De sorte que si les États se détruisent en quelque sorte, l'idée européenne, elle, perdure. » Évoquant aussi le cas de l'Irlande et de la Catalogne, il n'a pas oublié la France : « On voit bien pourquoi les nationalismes des grands États peinent à composer avec l'Europe : celle-ci suppose de négocier à plusieurs alors qu'ils ont déjà du mal à le faire avec leurs propres régions. Et la France n'est pas exempte de ce travers : les Corses défontent des revendications que le juge relativement modérées, mais qui ne trouvent aucun écho à Paris. C'est à mes yeux une erreur. Car nous avons à inventer une forme nouvelle d'intégration européenne – sans quoi les différents États européens seront tout simplement dominés par des pays extra-européens. »

IL S'EN PASSE DES CHOSSES... POURTANT, LES MÉDIAS CHOISISSENT D'ÉTALER CERTAINS DÉBATS ET EN DÉLAISSENT D'AUTRES... RÉGULIÈREMENT, LE PEUPLE BRETON VOUS FERA PART DE CE QUI SE DIT DANS LES ASSEMBLÉES ÉLUES ET DONT ON PARLE MOINS...

Sensibles mutations...

Dans le cadre d'un débat sur la transformation de la fonction publique ayant eu lieu le 14 mai, le député Paul Molac a abordé un sujet essentiel pour la Bretagne : celui des mutations. « On en plaisante parfois, en disant qu'un Léonard qui est en poste quelque part a toujours sa valise devant la porte pour pouvoir rentrer chez lui au plus vite. Ces mutations sont donc particulièrement sensibles. Lorsque des commissions paritaires se réunissent, et que des syndicats y participent, ceux-ci vous expliquent clairement à leur issue qu'ils avaient prévu de vous expliquer votre position auprès de l'administration, demment soutenu votre position auprès de l'administration, mais que vous n'étiez pas le premier sur la liste et qu'il y avait un ordre à respecter. Si une telle situation donnait certes du pouvoir aux syndicats, elle permettait aussi un regard extérieur, ce qui était particulièrement important. Le fonctionnaire faisait en définitive confiance à ses collègues, alors qu'il n'est pas toujours dans les mêmes dispositions vis-à-vis de l'administration. Si jamais l'on remettait cela en cause, j'ai bien peur que le fonctionnaire, cessant de faire confiance, n'aille tout simplement, et de façon systématique, devant le tribunal administratif. Dans ce cas, nous n'aurons pas forcément établi la paix sociale, au contraire : on provoquera finalement une thrombose de notre justice. »

Une agence centralisée de plus ?

Le 15 mai, Thierry Benoît, député UDI de Fougères, a approuvé à l'Assemblée la création de l'Agence nationale de la cohésion des territoires, estimant que « notre pays manque, surtout à l'heure du quinquennat, d'outils de planification, de stratégie et d'une vision à moyen et long termes ». « M. Hollande et sa majorité ont tellement désorganisé nos territoires qu'il est devenu nécessaire de remettre de l'ordre dans le pays », a-t-il affirmé. Il a poursuivi en expliquant ce qu'il aurait fait, lui : « Avec Philippe Vigier, nous avons imaginé de créer une agence qui aurait été, en quelque sorte, le pendant de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine - ANRU -, à destination des territoires périphériques et des territoires ruraux. » Très bien ! En revanche, on est un peu plus surpris du fonctionnement imaginé par l'élu, qui se targue régulièrement d'être un fervent décentralisateur ! Pronant « un guichet unique » (réclamé par les maires), le député a expliqué qu'il « pourrait s'agir du préfet de région et de ses services, du préfet de département, voire du sous-préfet d'arrondissement [...] ». M. Benoît estime que tous les acteurs devraient être « sous l'autorité du gouvernement et d'un ministre chargé de l'aménagement du territoire » - vous-même, M^{me} Gourault. « Comme aujourd'hui en somme ! »



Comment va la profession agricole ?

Un agriculteur se suicide tous les deux jours en France selon la MSA (Mutualité sociale agricole). Il s'agit de la catégorie socio-professionnelle la plus touchée par le phénomène et c'est même la deuxième cause de décès après les cancers. Le *Peuple breton* a souhaité traiter de la question agricole d'un point de vue social avec l'aide de l'association Solidarité paysans. ► PAR GAEL BRIAND

Le monde politique a tendance à ne voir l'agriculture que sous un angle économique, plus rarement environnemental. La question sociale, quant à elle, est très peu abordée. Depuis quelques années pourtant, tel un maronnier, la presse met le doigt sur le nombre de suicides chez les agriculteurs. Sur France Culture, le 23 février dernier, le sociologue Nicolas Delfontaines expliquait en effet que « le phénomène est récente », mais son entrée dans le champ médiatique est récente ».

Ces chiffres dramatiques sont la plupart du temps exploités politiquement pour dénoncer le malaise, voire le mal-être des paysans. On retiendra par exemple la réunion menée le mois dernier par certaines organisations agricoles dénonçant l'« agri-bashing ». Yves Bleunven, maire de Grand-Champ et président de l'Association des maires et présidents d'EPIC du Morbihan, expliquait alors que sa commune recense 75 exploitants et a connu trois suicides en cinq ans.

L'article du *Télégramme* du 13 mai, qui a relayé cette rencontre, a suscité beaucoup de réactions, notamment en ce qui concerne les propos de la sénatrice des Républicains Muriel Jourda, pour qui « en France, on souffre de nostalgie, on veut un retour à *Martine à la ferme*. Mais on ne nourrira pas le monde entier en cultivant son jardin ». Cette dernière ajoutait alors, à propos des pesticides : « Tous ces produits décriés, y compris le glyphosate, ont été soumis à des études scientifiques. Il faut faire confiance à la science. » On perçoit nettement où veulent en venir les soi-disant défenseurs du bien-être paysans : au statu quo ! Selon eux, ce serait donc la société qui en voudrait aux paysans. France Culture relayait pourtant dans son émission un sondage qui donnait une opinion favorable des agriculteurs pour 85 % des Français.

Il n'en demeure pas moins que la question agricole ne peut être réservée à la seule profession agricole. L'alimentation concerne la société dans son ensemble et, à ce titre, la politique agricole se doit de répercuter des décisions claires exprimant un choix de société, décidé par le plus grand nombre.

La pression sociale ? Elle existe bien sûr ! Nombreux sont ceux qui en ont voulu aux paysans d'avoir détruit les talus, les haies à partir des années 1960. Mais, finalement, cette pression sociale s'exerce-t-elle sur les bonnes personnes ? Même si le remembrement a été accepté par certains agriculteurs, c'est la mécanisation et les contraintes imposées par les coopératives qui ont poussé à l'agrandissement des terres.

En tout état de cause, si la pression sociale existe, elle n'est rien en comparaison du système économique qui a pris en étau les paysans. Dans le livre-projet de l'UDB, *S'émanciper*, il est écrit qu'« on assiste à un développement de l'intégration verticale et à une financiarisation accrue de l'agriculture qui remettent en cause le modèle familial. Cette mainmise est dangereuse, car elle conduit à une perte de contrôle du processus de production. Elle entraînera inexorablement à la prolifération du monde agricole et à la mise en place d'une agriculture capitaliste à l'image des autres secteurs du marché ». La question de l'autonomie du paysan est donc posée.

Le paysan réduit au rang d'« exploitant »

L'« intégration verticale » dont il est question ici concerne le modèle agricole d'aujourd'hui. La concentration des groupes restreint les débouchés économiques et prive le producteur du choix. Dès lors, celui-ci est condamné à suivre un tunnel, sans possibilité d'agir librement. Cela se voit particulièrement dans la production légumière.

Gilles Auffret, bénévole pour Solidarité paysans dans le Morbihan, confirme : « Dépendants, cela fait longtemps que les agriculteurs le sont. Mais il semblerait qu'ils le soient de plus en plus ! Souvent, ceux qui gèrent les coopératives n'ont plus de lien avec la terre et ne connaissent pas le métier de paysans. Aujourd'hui, l'industrie ne se déplace presque plus dans les fermes. »

Le paysan se retrouve de fait réduit au rang d'« exploitant agricole », chargé de « gérer » sans forcément prendre en considération la globalité d'une ferme, la complexité agronomique des terres qu'il cultive...

Cette spécialisation des tâches participe à l'isolement des agriculteurs déjà frappés par la détresse sentimentale illustrée par l'émission à succès *L'Amour*

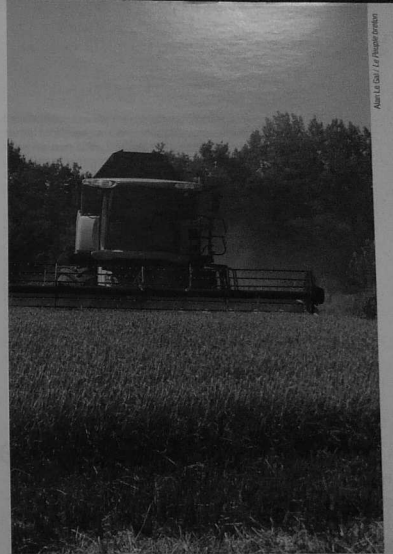
est dans le pré. Dans le monde agricole, faire face au divorce, à la séparation, est parfois plus compliquée encore que dans d'autres milieux tant l'activité dépend d'une répartition des tâches dans le couple.

« Les couples qui se séparent, c'est banal. Parfois, c'est une conséquence, mais le plus souvent, cela devient la cause du problème », explique Gilles Auffret. Confronté à des horaires de travail incroyables, le monde paysan est réputé solide, mais n'en a pas moins besoin de liens sociaux.

« Le rapport au repos n'est jamais abordé »

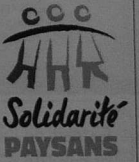
Michel Mouillé, coprésident de Solidarité paysans Bretagne, pointe du doigt le fait qu'« on ne sait pas dire aux paysans que les 35 heures, c'est aussi pour eux ! Il faut qu'ils prennent du temps pour eux, qu'ils retrouvent du sens, du plaisir à exercer leur métier. Nous les poussons souvent à faire des réunions au sein des GAEC, ne serait-ce que discuter de la répartition des vacances. Le rapport au repos n'est jamais abordé. On préfère écouter les coopératives, qui poussent au travail ».

Gilles Auffret ajoute : « À 50 ans, beaucoup n'en peuvent plus. Ils tiennent parce qu'ils sont solides, mais ne savent pas dire « stop ». La MSA propose un service de « répit ». Une semaine de vacances ! Mais, souvent, ils ne savent même pas ce que c'est. »



Alain Le Gall / Le Peuple breton

Solidarité paysans à l'écoute



Au milieu des années 1980, les premières associations de défense des agriculteurs en difficulté voient le jour à l'initiative de membres de la Confédération paysanne, des CMR (Chrétiens en monde rural), du Modem (Mouvement de défense des exploitants familiaux) et du MAR (Mouvement d'action rurale, d'obédience protestante).

En 1992, ces associations de défense décident de faire réseau, de se regrouper en association nationale et créent Solidarité paysans. Association loi 1901, Solidarité paysans n'est pas un syndicat. Il s'agit d'agriculteurs en activité ou en retraite, ayant, pour certains, connu des difficultés au cours de leur carrière et qui se sont rassemblés pour organiser leur propre défense. « Ce sont des paysans qui aident d'autres paysans, explique Michel Mouillé, coprésident de

Solidarité paysans Bretagne. C'est assez corporatiste, même si nous voyons de nouveaux adhérents hors monde agricole qui nous rejoignent. »

Concrètement, l'association vient en soutien aux paysans qui font la démarche : « Il faut que la demande vienne de l'agriculteur ou de l'agricultrice, voire de son conjoint, mais pas d'un tiers. Ensuite, nous mettons en place un binôme composé la plupart du temps d'un de nos salariés, plutôt spécialisé dans le technico-juridique, et d'un agriculteur ou ancien agriculteur bénévole, si possible qui connaît le type de production dont il est question », précise Michel Mouillé.

L'association accompagne sur trois volets : le psychosocial, le technico-économique et le financier. « On discute avec les paysans, on regarde la compte et on conseille. Mais on ne peut pas prendre la

décision à sa place. » L'accompagnement psychologique avec des psychologues à raison d'environ quatre journées par an, durant lesquelles ils sélectionnent des cas précis pour en parler avec eux.

Solidarité paysans revendique un chiffre de 70 % de maintien dans le métier. Un chiffre qu'il faut relativiser selon Gilles Auffret « car, parfois, il n'y a pas de problème économique, juste des problèmes psychologiques ».

* Contact : <http://www.solidaritepaysans.org>

Pas de vacances, pénibilité peu prise en considération, horaires explosant toutes les normes... tout laisse penser que le métier d'agriculteur est à part dans le monde du travail. Plusieurs témoignages relatent également l'isolement croissant de la profession : les agriculteurs se fréquentent entre eux, beaucoup restent cloisonnés dans leur monde et n'échangent par téléphone que sur le positif, juchés sur leur tracteur... ils parlent plus rarement des choses qui ne vont pas, de leur mal-être », explique Gilles Auffret.

À l'instar d'un phénomène connu sur les réseaux sociaux, il faut montrer que cela va bien et, alors qu'on poste un sourire radieux à la face du monde, le mal-être s'installe puisqu'il n'est pas exprimé. Une compétition du bien-être qui engendre une détresse psychologique.

Dans le « modèle agricole » dominant, l'endettement est présent dès l'installation

Le rapport humain est primordial pour accompagner les agriculteurs. « Parfois, les problèmes sont complexes, estime Michel Mouillé. La constitution des GAEC, par exemple, n'est pas simple. Le système actuel pousse aux regroupements, mais cela nécessite de travailler à plusieurs. Or, parfois, les agriculteurs ont du mal à se comprendre ou ne sont pas d'accord sur la façon de travailler. D'autres fois, c'est le poids familial qui est lourd à porter. Il est parfois difficile d'imposer son point de vue, son modèle à soi quand les parents, ceux qui ont transmis, sont toujours là. Et puis, bien sûr, qui dit agrandissement dit aussi surcharge de travail. C'est un paradoxe de voir que des gens qui travaillaient autant gagnent si peu ! »

Classiquement des problèmes financiers
Il reste que les raisons de la détresse sont classiquement des problèmes financiers. Dans le « modèle agricole » dominant, l'endettement est présent dès l'installation. Gilles Auffret fait part d'un de ces dossiers : « Il y a dix ans environ, je me suis occupé d'un jeune agriculteur. Il nous avait appelés, car il était en très grande difficulté et sur le point de laisser tomber, dépassé par le travail. Il était cassé, en pleurs. À l'époque, il avait été suivi par la chambre d'agriculture et, avant que nous

arrivions, il était sur le point d'ouvrir une démarche de liquidation. Il a appris notre existence par hasard.

« Nous lui avons demandé d'abord s'il voulait arrêter, car la liquidation règle beaucoup de problèmes, mais cela veut aussi dire qu'on ne peut plus reprendre une activité agricole après, car la plupart du temps les banques ne suivent pas. On avait accompagné le montage pour un plan de redressement et il s'était engagé à payer ses dettes sur plusieurs années. Notre action l'avait apaisé. Il a honoré ses dettes et tout s'est bien passé. Ce genre de cas, c'est l'idéal de ce que peut réaliser l'association. Moi, j'avais joué un rôle de parrain en quelque sorte. À l'époque, sa compagne était salariée comme infirmière. Elle l'aidait à travailler à la ferme un peu. Aujourd'hui, j'interviens pour l'accompagner elle, pour qu'elle puisse obtenir un statut agricole. »

Ceux qui n'en peuvent plus

Parfois, c'est plus compliqué et l'association n'est pas en mesure d'aider. « Généralement, nous traitons des cas d'excès, de gros volumes. Des fermes laitières souvent. Des problèmes de santé couplés à des problèmes financiers. L'an dernier, rien que pour le Morbihan, nous avons eu huit exploitations laitières avec des quotas de plus de 600 000 litres de lait ! C'est énorme. Nous, nous sommes des généralistes, pas des comptables », se défend Gilles.

Enfin, il y a aussi les cas de ceux qui, vraiment, n'en peuvent plus. Gilles pioche à nouveau dans ses souvenirs : « J'ai eu quelqu'un qui voulait arrêter, mais qui ne voulait pas le dire. C'est l'assistante sociale qui l'avait dirigé vers nous. La situation économique était correcte, mais il ne supportait plus d'aller traire ses vaches. Sa femme avait quitté l'exploitation pour travailler ailleurs, si bien que la situation économique était meilleure, mais qu'il était encore plus seul. Nous voir, cela lui a permis de débloquer ce qu'il avait sur le cœur. Ce n'est pas facile pour notre association, car notre objectif, c'est quand même le maintien de l'activité. Mais il faut que le paysan se sente bien aussi. »

Extrait de l'article de Philippe Jouanneau, « Sur les chemins de la durabilité », dans *Cultivons la solidarité*, n° 60, juillet 2018

Bien souvent, plus particulièrement sur les fermes en difficulté, les objectifs de productivité maximale mis en avant par l'environnement économique et agricole ne sont pas en phase avec la réalité. Trop théoriques, ils ne prennent pas suffisamment en compte l'intérêt des agriculteurs et de leurs familles, pas plus que ceux de la société et de l'environnement. Ils ne sont ni viables économiquement ni vivables humainement sur le long terme. La « rationalisation », sur la base du modèle industriel, de la production

standardisée de masse de produits à bas coût, sans identité ni lien au territoire, a bouleversé les équilibres entre producteurs et filières ainsi que les relations entre producteurs et consommateurs et entre les producteurs eux-mêmes. Le sol et l'environnement, considérés comme des externalités inépuisables et gratuites, ont été peu à peu dégradés et surexploités au-delà de leurs capacités de reconstitution naturelle. C'est pourtant bien le patrimoine du monde agricole, accumulé sur des millénaires,

et au-delà celui de la société tout entière au travers des paysages, terroirs et modes de vie, qui a été ainsi dilapidé au bénéfice quasi exclusif de la finance et de la grande industrie. Aujourd'hui, ce sont des espèces qu'on croyait pléthoriques et éternelles dont on observe l'effondrement des populations. Le parallèle avec la diminution sur la même période du nombre de paysans interpelle sur le destin commun de la nature et des hommes et femmes qui en vivent. [...]

L'association va-t-elle jusqu'à orienter les décisions ? Sur ce point, Michel Mouillé est catégorique : « Quand on accompagne les paysans, on fait abstraction de nos propres opinions. On accompagne tout le monde, dans la plus stricte confidentialité. » Toutefois, « si les gens évoquent l'idée de passer au bio, nous les orientons, notamment vers le GAB », explique Gilles Auffret.

Une course à l'agrandissement

« Quand on conseille, on s'expose aux dogmes, poursuit Michel Mouillé. Dans les grosses exploitations, il est plus difficile de faire bouger les lignes, de faire évoluer un système mais vers un système mixte (maïs/herbe) par exemple. Pourtant, il vaut mieux parfois avoir moins de bêtes, mais avoir de meilleurs marges. » Il nuance tout de même, pour casser quelques idées reçues : « On accompagne

aussi beaucoup de maraichers bio. Des jeunes qui s'installent avec des parents bénévoles, mais qui se retrouvent en difficulté quand les parents arrêtent. Et puis, attention ! Transformer soi-même peut générer de la valeur ajoutée, c'est vrai, mais on multiplie aussi les métiers et donc le risque de se planter. »

La détresse paysanne est donc le fruit d'une multitude de facteurs tant financiers que psychologiques. Elle est aussi le témoin des bouleversements qu'a connus cette activité entre une époque où la société était majoritairement rurale et l'époque actuelle où l'on privilégie l'installation sur de grands espaces... générant un surcroît de travail. Entre l'urbanisation galopante et la course à l'agrandissement (recherche de terres pour épandre les excédents azotés), les terrains sont rares. Or, c'est la condition de base pour assurer un avenir à ce beau métier qu'est la paysannerie. ●

Marches bretonnes contre Monsanto

Des marches contre Bayer-Monsanto ont eu lieu partout dans le monde le 18 mai. La France, troisième plus gros consommateur de pesticides au monde, a connu 37 marches, dont six en Bretagne (Langouët, Brest, Lannion, Saint-Malo, Lorient et Saint-Nazaire).

La plus importante s'est déroulée pour la cinquième année consécutive à Lorient, où elle a rassemblé plus de 2 500 personnes (en comparaison, la marche de Paris n'a réuni qu'environ 1 000 marcheurs). La déambulation dans le centre-ville, qui a duré près de trois heures, était animée par des fanfares, des sonneurs (de l'UDB) et un groupe de percussion et chanteuses. La manifestation s'est terminée par différentes prises de parole dans l'enceinte du « Village éphémère contre Monsanto », où une quarantaine d'association avait installé leurs stands. Au nom du *Peuple breton*, Gael Briand a pris la parole pour rappeler que « le militantisme paye », faisant référence aux nombreux procès à l'encontre de la multinationale.

Amorcées en 2013 en Californie pour dénoncer les méthodes employées par Monsanto pour contourner un projet d'étiquetage des aliments contenant des OGM, les marches n'ont cessé de prendre de l'ampleur. Et, cette année, une nouvelle dynamique a été enclenchée. Un rejet grandissant de l'agrochimie dans l'opinion publique explique ce regain militant. Les études démontrant la nocivité des pesticides sur la santé s'accumulent. Parallèlement, la disparition d'espèces animales et végétales prend des proportions jusqu'alors jamais vues, les terres agricoles deviennent stériles.

Un signal fort est envoyé chaque année à Bayer par les citoyens pour que l'entreprise change de politique agro-environnementale. Le groupe Bayer a été condamné en 2019 à verser 1,8 milliard d'euros de

dommages et intérêts à un couple d'Américains atteint de lymphome (deuxième condamnation en quelques mois de Monsanto aux USA, où 13 400 actions en justice restent en attente).

En France, c'est un agriculteur, Paul François, qui a gagné son procès pour la troisième fois (première instance en 2012, appel en 2015 et cassation en 2019). Un premier contingent de 1 300 pisseurs involontaires de glyphosate est aussi en passe de porter plainte contre la firme espagnole. Et le combat juridique ne fait que commencer : les dockers du port de Lorient s'y mettent, ainsi que des salariés de Triskalia.

Face à cette pression populaire, la cotation boursière de Bayer a baissé de près de 50 % : « 30 milliards d'euros partis en fumée », comme le titrait le 14 mai *Les Échos*. La chute est si spectaculaire qu'on en vient à se demander s'il ne s'agit pas d'une attaque économique de la part de firmes chinoises, américaines ou indiennes à l'affût.

Des décisions négatives récentes, comme la prolongation de l'utilisation du glyphosate dans l'Union européenne jusqu'en 2022, le refus du parlement français d'inscrire dans la loi l'interdiction du glyphosate et le report en 2025 de l'interdiction de la fabrication de pesticides interdits en France mais autorisés à l'exportation, ne doivent pas nous faire baisser les bras, mais au contraire nous galvaniser pour dire, comme le clamait une banderole à la marche de Lorient : « Kenavo Monsanto ! » PAR RICHARD GIRONNAY



À Lannion...

Climat, biodiversité... la crise est globale

Après le rapport du GIEC sur le dérèglement climatique, un autre aspect de la crise globale vient d'être mis en lumière, plus inquiétant encore : celui de l'effondrement de la biodiversité. Le fonctionnement des sociétés humaines détruit les bases de leur survie sur terre. Rien de nouveau sous le soleil, si ce n'est que les effets sont maintenant perceptibles par le plus grand nombre. Cette prise de conscience provoquera-t-elle un sursaut ?

► PAR NIL CAOUSSIN

Le 6 mai, des diplomates et scientifiques issus de plus de 130 pays rendaient public un rapport extrêmement alarmant sur l'état de la biodiversité mondiale. Près d'un million d'espèces animales et végétales sont menacées de disparition. Des scientifiques parlent de la « sixième extinction de masse » de l'histoire de la planète, et appellent à une réaction immédiate.

En cause, principalement, la destruction des habitats des espèces concernées : « Les trois quarts de l'environnement terrestre et environ 66 % du milieu marin ont été significativement modifiés par l'action humaine. En moyenne, ces tendances ont été moins graves ou évitées dans des zones qui appartiennent ou sont gérées par des peuples autochtones et des communautés locales. » Plus qu'une survivance du passé, le mode de vie de ces communautés est donc peut-être l'avenir de l'humanité.

Voilà du grain à moudre pour repenser la notion de développement, trop souvent vu comme un rattrapage de sociétés attardées vers le mode de vie de sociétés riches... mais non viables. Ne faudrait-il pas le concevoir à présent comme une relation à double sens, les habitants des pays industrialisés ayant aussi beaucoup de choses à apprendre des sociétés traditionnelles qu'elles prétendent aider à se développer ?

Autre cause grave de déclin de la biodiversité, les multiples polluants déversés dans la nature : plastiques, métaux lourds, engrais, pesticides, solvants... Là encore, il s'agit d'une réalité qui nous touche tous très directement : comme le montrent en Bretagne les pisseurs involontaires de glyphosate, nous sommes sans doute tous littéralement imprégnés de produits cancérigènes.

Les conséquences pour les sociétés humaines sont tangibles. On pense bien sûr à la rarefaction des insectes pollinisateurs, qui pourrait handicaper gravement l'agriculture. La Bretagne a connu un coup de semonce en 2017-2018 avec un épisode de mortalité exceptionnelle des abeilles. Faudra-t-il un jour polliniser à la main, ou avec des machines ?

Quant à la déforestation, elle provoque une érosion accélérée et pose des problèmes de gestion des eaux

potables. En France, où les zones boisées étaient devenues des zones refuges pour les captages d'eau en raison de la montée en puissance de l'usage de polluants divers dans l'agriculture, c'est aujourd'hui la gestion comptable des forêts qui pose problème pour la qualité de l'eau, avec des champs d'arbres cultivés selon les méthodes de l'agriculture conventionnelle alliant engrais, pesticides, monoculture et prélèvements excessifs.

Autre sujet majeur d'inquiétude : les destructions de forêts font disparaître des puits de CO₂ et accélèrent le réchauffement climatique... Les deux crises, celle du climat et celle du vivant, sont bien liées et il est juste de parler de « crise globale ».

Malgré le haut degré technologique des sociétés industrielles, les êtres humains dépendent en grande partie du vivant pour s'approvisionner en eau, en nourriture, pour respirer et pour se soigner. Il est vain de chercher à chiffrer combien de centaines de milliards d'euros la crise globale coûtera à l'humanité. La vraie question est : y aura-t-il encore une humanité, ou à tout le moins des sociétés humaines ?

Selon un sondage réalisé par le journal *Le Monde*, 50 % de la population française considérerait aujourd'hui que la protection de l'environnement est prioritaire même si elle freine la croissance économique, et seuls un tiers des sondés pensent le contraire. C'est une donnée importante qui montre que la population commence à comprendre que la survie de l'espèce humaine et des sociétés complexes ne passe pas seulement par des petits gestes mais par une remise en cause du modèle économique productiviste.

C'est aussi un clou dans le cerceau du mythe de la « croissance verte » qui veut que le PIB puisse continuer à croître indéfiniment grâce à la dématérialisation des activités. En réalité, la courbe des émissions de gaz à effet de serre reste liée à celle de la croissance du PIB : on constate ces dernières années que les périodes les plus fastes de la croissance française correspondent à des reprises de hausse des émissions, alors que les périodes de croissance faible voient une réduction de ces émissions.

Certes, la corrélation observée permettrait théoriquement de continuer à faire croître le PIB à un rythme d'un ou d'un demi-pour cent par an tout en diminuant progressivement les émissions, mais le risque est que la décroissance soit alors trop lente pour tenir les objectifs officiels... Une course contre la montre est engagée et la France, comme la plupart des pays du monde, part avec un gros retard.

Comment éviter une sixième extinction de masse ? Les auteurs du rapport invitent notamment à changer de régime alimentaire dans les pays développés, et à consommer nettement moins de viande. Les niveaux actuels de consommation, très supérieurs aux besoins physiologiques réels, ont pour conséquence des émissions de CO₂ et des destructions massives d'habitats naturels.

À titre d'exemple, les protéines végétales impor-

tées pour nourrir le bétail breton viennent en partie de pays qui déforêtent à tour de bras pour produire des aliments à destination du bétail : bétail dont la digestion émet de grandes quantités de méthane, gaz à très fort pouvoir d'effet de serre, surtout si les animaux subissent une alimentation peu diversifiée destinée à provoquer une croissance rapide.

On sait depuis plusieurs années que l'agriculture biologique pourrait nourrir dix milliards d'êtres humains, sans commettre de nouvelles déforestations, à condition que les régimes alimentaires soient sobres en viande. Il y a là un vrai défi et une grande responsabilité pour une région spécialisée dans l'élevage comme la Bretagne, largement exportatrice de produits animaux.

Le *Peuple breton* s'est déjà fait l'écho des ambitions de « végétalisation » de l'agriculture bretonne, et des expériences en cours pour diversifier les cultures disponibles sur notre territoire (voir *Le Peuple breton* de juillet-août 2017, « Vers l'autonomie alimentaire »).

Toujours dans le domaine agricole, il apparaît extrêmement urgent de réduire drastiquement et rapidement l'usage des produits phytosanitaires. Parmi les obstacles figurent le poids des lobbys du secteur et leur capacité à manipuler l'information, y compris en faisant passer des scientifiques sous leur coupe. Face à la complaisance des institutions, la mobilisation citoyenne reste indispensable. Oui, les associations bretonnes qui cartographient les terres rouges aux pesticides ont raison, elles exercent une mission d'intérêt général qui vise à protéger la population et le vivant. Celles et ceux qui parlent d'« agri-bashing » à ce sujet confondent les intérêts des agriculteurs avec ceux de leurs empoisonneurs.

L'artificialisation des sols

Reste une troisième grande cause de déclin : l'artificialisation des terres. Avec sa croissance démographique, son attractivité touristique et la folie des zones commerciales, la Bretagne n'est pas en reste ! Quand on parle d'artificialisation, on pense souvent en premier lieu à des chiffres alarmistes (« un département bétonné tous les sept ans ») et au développement de l'habitat individuel pavillonnaire ou diffus.

Rappelons tout de suite que les données le plus souvent mobilisées sont à relativiser, car elles comptabilisent les jardins comme des zones artificialisées, ce qu'elles ne sont pas. On y trouve au contraire souvent plus de biodiversité que dans un champ en monoculture conventionnelle.

À l'inverse, quand on détruit des jardins pour construire des immeubles, l'artificialisation provoquée n'est pas prise en compte. Il faudrait donc corriger les chiffres de l'artificialisation des sols, particulièrement en Bretagne, où l'habitat individuel est très prisé, et revoir à la baisse la responsabilité de l'habitat individuel dans la consommation des sols.

Ces réserves faites, il reste indéniable que l'artificialisation des sols est un problème grave en Bretagne.

Rouanmatt/EPFL/12



L'alouette des champs voit son habitat disparaître.

La croissance démographique l'explique en partie, mais d'autres causes sont à prendre en compte, comme l'accroissement des déséquilibres territoriaux. La concentration de la population et des activités autour de quelques pôles urbains oblige à y construire de nouveaux logements et équipements en grande quantité, alors même que le centre du pays connaît un taux élevé de vacance du logement, souvent supérieur à 10 %, soit deux fois le taux naturel et souhaitable retenu par l'INSEE¹. Les dynamiques de concentration entraînent donc un gaspillage des sols.

Autre source de gaspillage : le stock énorme de résidences secondaires sur les côtes bretonnes. Dans des régions économiquement dynamique et attractives, comme le pays de Vannes, certaines communes comptent plus de 75 % de logements vides.

Jusqu'à aujourd'hui, les logiques de marché, de compétition et de propriété privée prennent largement le pas dans l'aménagement du territoire sur la nécessité de l'économie des sols. Pourtant, la correction des déséquilibres territoriaux permettrait de sauver bien des espaces naturels et agricoles.

Les transformations nécessaires pour éviter le désastre sur le front de la biodiversité sont donc connues et accessibles, tout comme le sont les transformations nécessaires pour limiter la casse climatique. Elles nécessitent une mobilisation et des changements de modes de vie, de production et d'occupation du territoire.

De l'assiette au bulletin de vote, la mobilisation doit être massive et quotidienne, ne pas se cantonner aux efforts individuels sans pour autant les négliger, et s'inscrire dans un plan de transformation globale et rapide de la société. L'autre scénario est celui de l'effondrement. Une partie de l'humanité pourrait sans doute y survivre et ré-apprendre sur le tas des modes de vie soutenables, mais combien de centaines de millions de vies seraient détruites entretemps ?

1. Pour une argumentation plus développée sur le problème des dynamiques territoriales, des logements et de la consommation des sols, voir le dossier du *Peuple breton* d'avril 2019, « Rennes contre la Bretagne : une stratégie perdante ».

Une course contre la montre est engagée et la France, comme la plupart des pays du monde, part avec un gros retard

Edmond Simeoni : un homme allergique aux injustices

Son sourire, ses mots, son ton courts mais déterminé sont des souvenirs qui nous accompagnent à jamais. Edmond Simeoni (1934-2018), le plus haut représentant du nationalisme corse, est mort à Ajaccio le 14 décembre dernier. Personne plus que lui n'a vécu de façon intense et constructive les problèmes politiques, écologiques et sociaux de la Corse, et personne plus que lui ne s'est engagé en première ligne pour les résoudre.

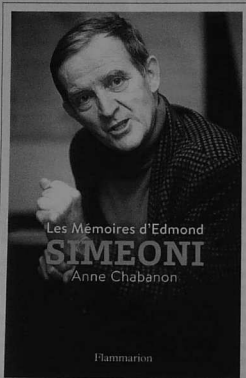
► PAR ALESSANDRO MICHELUCCI

Déjà auteur de six livres, Edmond Simeoni nous en a laissé un septième, *Les Mémoires d'Edmond Simeoni*, fruit d'un long entretien qu'Anne Chabanon, journaliste de *Corse-Matin*, a réalisé avec l'autonomiste corse durant l'automne dernier. Edmond, ou pour mieux dire Edimodu, est mort quinze jours après leur dernière rencontre, à l'âge de 83 ans. Le 24 novembre, à Ajaccio, il avait reçu le Prix Maurits-Coppetiers, qui récompense une personnalité pour son engagement en faveur de la paix et du droit des peuples à l'autodétermination.

Dans le livre, Simeoni dresse un bilan sincère, intense, nous offrant un dialogue emplé de profonde humanité. Son objectif principal, bien sûr, était l'autonomie de la Corse. Une terre qu'il aimait profondément. C'est la raison pour laquelle il la voulait différente, moderne, démocratique, dans le cadre de la France et de l'Union européenne, mais libérée du centralisme étouffant de Paris.

Radicalement opposé à la violence et à la clandestinité, il a toujours mené son combat ouvertement. Il ne pouvait pas permettre à la France de le considérer comme un voyou, lui, le docteur Edmond Simeoni.

Le livre souligne son lien profond avec son frère aîné, Max, figure différente mais complémentaire, qui a joué un rôle décisif dans son processus de maturation politique : c'est pour cela qu'il l'appelait « mon maître ».



Les Mémoires d'Edmond SIMEONI
Anne Chabanon

Flammarion

Fondateur du journal *Arriti*, outil incontournable d'une lutte autonomiste qui a franchi le demi-siècle, Max a été député européen de 1989 à 1994.

Edmond Simeoni était aussi l'homme d'Aleria. En 1975, avec un groupe de militants autonomistes, il avait occupé une cave viticole pour protester contre la politique de l'État français. Le gouvernement avait envoyé l'armée et deux personnes étaient mortes. Edmond en aura eu des remords à jamais.

Edmond Simeoni va entrer dans l'histoire comme le fondateur du nationalisme corse contemporain. Si un jour la Corse atteint l'autonomie pour laquelle il a lutté, ce sera notamment grâce à lui et à son frère Max. Mais la vie d'Edmond, il faut le souligner, ne s'est pas limitée à la lutte autonomiste.

D'autres démarches l'ont jalonnée, dans un engagement tous azimuts. On peut citer trois thèmes, juste à titre d'exemple. La lutte écologiste, qui débuta en 1960, quand la France essaya d'installer une base nucléaire à l'Argentella, près de Calvi. Edmond apporta une contribution aux protestations populaires qui firent reculer le projet.

Un autre sujet qui lui était particulièrement cher est celui de la diaspora corse : presque 800 000 personnes émigrées aux quatre coins du monde, de Marseille à Porto Rico. En 2004, il fonda donc l'association « Corsica Diaspora et Amis de la Corse », dont il assumait la présidence jusqu'à sa mort. Les Corses, pour lui, n'étaient pas seulement les Corses d'origine, mais aussi les Corses d'adoption.

Enfin, une valeur à laquelle il a dédié ses ultimes réflexions est la non-violence. Engagé dans ce domaine à côté de Jean-François Bernardini, chanteur et fondateur d'Il Muvrini, il était convaincu qu'une Corse moderne et démocratique ne pourrait se réaliser qu'en brisant la spirale de la violence et du clanisme (la forme particulière de clientélisme corse).

La vie d'Edmond Simeoni est un parcours exemplaire que tout le monde devrait connaître. Médecin, écologiste, antiraciste, défenseur des droits des femmes, cet homme, qui se définissait « allergique aux injustices », nous laisse un héritage inestimable. ●

Yvon Fichou (1939-2019)

La très grande église « XIX^e siècle » de Plouha était pleine le 22 mai pour les obsèques de notre camarade et ami Yvon Fichou, emporté par une « grave maladie », après un long combat qui n'avait pas interrompu ses activités militantes ou de convictions.

Né en 1939, dans la génération des fondateurs de l'UDB, Yvon Fichou avait rejoint le parti en 1968 alors qu'il exerçait encore au collège de Concarneau. En 1969, Yvon participe alors à la création de la section des Côtes-d'Armor. Elle se réunit à Saint-Quay-Portrieux, dans une arrière-boutique, du fait de la dispersion géographique de la poignée d'adhérents de l'époque. Témoins de cette période « héroïque », Daniel Le Guen, Yann Caillairec (récemment décédé), Roger Moyzan et sa cousine Jocelyne (devenue depuis M^{me} Fichou), sans oublier l'auteur de ces lignes.

Le second lieu de réunion est l'appartement personnel d'Yvon à Guingamp, où il enseigne les lettres en collège public, avant sa nomination souhaitée au collège de sa commune natale, en 1974. Il y exerce longtemps une double profession : enseignant au collège, cultivateur sur la petite ferme familiale de Keruzo

pour aider sa mère, veuve. Et à l'occasion, comme beaucoup d'habitants du Goëlo côtier, marin pêcheur. Cette triple activité lui convient parfaitement.

Puis la section des Côtes-du-Nord se divise en deux, puis trois et quatre sections : Saint-Brieuc et Guingamp, puis Lannion (1970), puis Trégulier (1972). À la création de la section de Paimpol, en 1974, Yvon en fait logiquement partie. Il vend régulièrement *Le Peuple breton* à Paimpol comme au marché de Plouha, où il écoule un nombre incroyable d'exemplaires, du fait de la sympathie dont il bénéficie.

Sur le plan patrimonial, il se bat pour la restauration de la chapelle Saint-Samson, proche de chez lui. D'où une association et un grand fest-noz annuel en plein air qui est devenu emblématique et, plus tard, l'organisation des visites lors des Journées du patrimoine.

Un demi-siècle de vie militante

Logique avec ses engagements, il est candidat aux élections cantonales de 1979 puis entre au conseil municipal de Plouha, où il effectue quatre mandats. Il y devient adjoint à l'environnement. Il se bat pour l'enseignement du breton, pour l'adoption de la charte Ya d'ar brezhoneg récemment obtenue (photo), pour l'aide aux plus déshérités. À la section

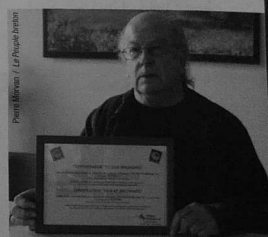


Photo: M. M. / Le Peuple Breton

de Paimpol-Plouha, on savait qu'on pouvait toujours compter sur lui quand il le fallait... depuis quarante-cinq ans.

Dans son terroir, Yvon était comme un poisson dans l'eau, au milieu de la population locale et de ses élèves. Outre sa fiabilité, on se souviendra, entre autres, de son humour caustique et parfois provocateur et du large sourire qui venait ensuite. De son sens de l'accueil, partagé avec Jocelyne. Et de bien d'autres choses, en un demi-siècle de vie militante partagée... ► PAR JEAN-JACQUES MONNIER

Fañch Morvannou (1931-2019)

Par cohérence avec son action militante, le gros de la nécrologie consacrée à Fañch Morvannou, ancien rédacteur en chef de *Pob! Vreizh*, est traité dans ce numéro en breton, mais un petit mot en français n'est pas de trop.

Le 6 mai est décédé celui qui fut pendant longtemps le « monsieur langue bretonne » de l'UDB, Henri Gourmelen, qui fut porte-parole du parti durant de longues années, disait de lui qu'il était « le meilleur orateur en breton que nous ayons eu ».

Membre du CRBC dès son arrivée à

l'université de Brest, en 1970, Fañch Morvannou a enseigné le breton à ses étudiants et leur a même légué une méthode Assimil. Ses recherches universitaires portaient sur la littérature du breton, ainsi que sur les rapports complexes entre foi catholique et langue bretonne. Ronan Galvez, l'actuel directeur du CRBC, s'attristait de sa disparition, partagea un souvenir sur les réseaux : « Un jour que je disais à Fañch ne pas savoir comment le remercier pour tout ce qu'il m'avait transmis, il me répondit dans un sourire : "J'y gagne, dit le renard, à cause de la couleur du blé." »

L'élue brestoise Anne-Mane Kervenn lui a également rendu hommage sur le

site du *Peuple breton* : « Ensemble, nous avons milité à l'UDB et il y apporta la puissance de ses convictions. Quand le parti nous présenta sur Brest, en 1982, aux élections cantonales, il fallait avoir une motivation à toute épreuve : dans la foulée de l'élection présidentielle de 1981, l'UDB se trouvait mal en point, avec de nombreux militants trébuchés par cette illusion que le Parti socialiste reprenait « naturellement » les combats de la formation autonomiste. Fañch y alla pour combattre cette illusion, avec détermination, et joyeusement, comme il savait le faire. Dans son ombre, j'ai beaucoup appris. » Et d'autres avec elle... ► PAR LA REDACTION

De la parole du ministre Blanquer et de sa valeur

Le 21 mai dernier, lors du débat sur le projet de loi sur l'école dite « de la confiance », Jean-Michel Blanquer, ministre de l'Éducation nationale, s'est opposé à un amendement de sénateurs qui proposaient que les écoles comme Diwan soient en partie financées par les communes par le biais du forfait communal. ► PAR PIERRE-EMMANUEL MARAIS

De son côté, Ronan Dantec, sénateur EELV, a rappelé que l'opposition à la pédagogie immersive et au bilinguisme était « un débat d'arrière-garde, l'école de la République étant désormais un outil de préservation et de reconquête de la diversité linguistique ».

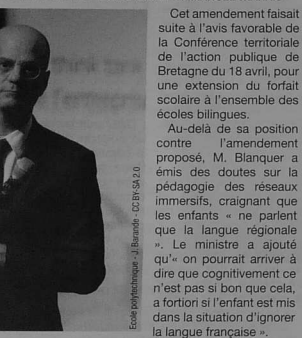
Toutefois, il serait naïf de croire qu'un ministre de l'Éducation s'exprimant devant la représentation nationale ne soit pas informé des modalités de l'enseignement bilingue par immersion et des résultats, notamment en matière de maîtrise de la langue française, des enfants sortant de ces filières. En effet, ces écoles immersives sont sous contrat, les évaluations sont régulières et les résultats aux examens sont presque toujours excellents.

Les propos du ministre Blanquer s'inscrivent dans un contexte européen de montée des nationalismes, de repli sur soi, et sous couvert d'une vision progressiste de l'Europe portée par Emmanuel Macron, la parole se libère à nouveau contre la diversité des territoires français.

Un nouvel amendement devrait être porté par quelques députés au cours de l'été. Cet amendement restera dans l'épure de ce qui a été décidé lors de la Conférence territoriale de l'action publique sur l'extension du forfait scolaire à l'ensemble de l'enseignement bilingue. Diwan compris. Mais le doute s'installe sur le fait qu'il soit voté en l'état au vu des prises de parole de M. Blanquer.

La situation des écoles Diwan continuera à être très fragile en l'absence de statut public régional et dans un contexte de baisse des aides publiques. Depuis plusieurs mois, Stéphanie Stoll et le conseil d'administration n'ont pas ménagé leurs efforts pour avancer sur la question d'une reconnaissance des spécificités du réseau immersif Diwan, réaffirmant son caractère gratuit, laïc et associatif.

Cette stratégie atteint peut-être ses limites. De nombreuses écoles Diwan ne sont toujours pas contractualisées alors que des conventions avec l'État les y obligent légalement. En l'absence de recours devant les tribunaux pour faire respecter les contrats signés, la parole des représentants de l'État, et en premier lieu celle du ministre de l'Éducation nationale, n'a toujours que la valeur qu'on veut bien lui donner. ●



École polytechnique - J. Bernabé - CC BY-SA 2.0

Stéphanie Stoll, la présidente de Diwan, a réagi fortement : « Ce n'est pas possible qu'il dise ça ! Il sait très bien que l'enseignement immersif, ce n'est pas de l'unilinguisme, c'est une modalité d'enseignement qui amène au bilinguisme ».

Le directeur de Seaska Hur Gorostiaga, écoles immersives en langue basque, a rappelé que l'objectif était « que les élèves soient bilingues, qu'ils soient des bilingues équilibrés, comme le précise la convention qui lie Seaska à l'État français ».

Rétropédalage...

Les propos du ministre sur la pédagogie immersive ont suscité de vives réactions. Le député Didier Le Gac dit avoir compris « l'émol » causé par ces propos, mais, « sans minimiser leur portée », a tenu à rappeler qu'il s'agit d'une phrase extraite d'un débat et non pas d'une déclaration officielle ». Le ministre a d'ailleurs fait machine arrière et publié le 23 mai un communiqué pour dire qu'« apprendre une autre langue ne nuit nullement à l'acquisition du français, bien au contraire ».

Suite à ce rétropédalage, le député Éric Bothorel a lancé que « maintenant que cela est clarifié, poursuivons le travail pour pérenniser le financement de Diwan ».

Des actes que l'on attend toujours et que la visite du nouveau recteur, Emmanuel Ethis, au lycée Diwan ne compense pas. Qui plus est quand le communiqué du ministre ose prétendre que « c'est notamment grâce à l'école de la République et au soutien de l'État que ces langues peuvent se développer ». On croit rêver ! ●

POBL VREIZH

Kêrioù dindan goad ha leton, efedoù liesseurt ur choaz kêraozañ

Ne vo ket diskoulmet kudenn an hin o lakaat dindan goad ha leton kement takad a c'heller hadañ enno, mod pe vod, e kêr. Jediet ez eus bet gant skiantourien e vefe ret struzhañ 80 % eus gorread ar c'hêrioù evit tapout an holl dilaoskadennoù gazoù noazus produet gant buhez an dud enno. Efedus-kenañ e vefe ar seurt choaz, koulskoude, war veur a dachenn all, evel ar yec'hed. ► GANT PAOL AR MEUR



Ar Bosco verticale e Milano, ur savadur dibar ha glas na welet ket en alies ha se. Hag un diskoulm e vefe evit dazont ar c'hêrioù ?

Yac'husoc'h e vefe endro bevañ an dud ivez ma vefe lakaet muioc'h a dakadoù dindan goad ha leton e kêr. Anat eo bet lakaet gant studiadennoù war an dachenn-mañ

Kenderc'hel a ra ar c'hêrioù d'én em astenn. Petra bennak ne vez ket lakaet an holl dakadoù gounezet gant ar c'hêrioù dindan goad ha leton, e chom noazus ar seurt emdroadur evit an endro. Kalz kreñvoc'h e vez gwallefedoù an amzer domm-gor e c'hêrioù distet an takadoù glas enno da skouer. Drastus e vez an efedoù ivez pa ra glav puilh devezhioù-pad rak ne vez ket reolet red an dour gant an tachennoù antreuz. Ur mod da virot ouzha dour-beuz da zont e vefe lakaet toennoù dindan leton. Jedet ez eus bet e c'helle seurt toennoù euvrin' etre 40 ha 60 % eus ar glav kouezhet warno. Efedus e vefeñt ouzhpenn-se evit tapout ul lodenn eus ar saotraoù degaset gant seurt dourier, evel metaloù pouñner 'zo. Muioc'h-muiañ a doennoù a vez lakaet dindan leton, dek gwech muioc'h eget pemzek vloaz 'zo e Frañs da skouer. N'eo bet graet ar choaz-mañ nemet evit 2 % eus an tier nevez savet er vro-mañ koulskoude. Aet ez eus broioù all kalz pelloc'h ganti evel Alamagn (etre 10 ha 15 %) ha Suis (ouzh-penn 20 %). E gourmarc'hadou 'zo e vez gwerzhzet legumaj dastumet war o zoenn zoken, evel hini karter Saint-Laurent e Montreal, war e doenn tregont seurt frouezh ha legumaj biologie, pe hini Delhaize e Brusel.

Yac'husoc'h e vefe endro bevañ an dud ivez ma vefe lakaet muioc'h a dakadoù dindan goad ha leton e kêr. Anat eo bet lakaet gant studiadennoù war an dachenn-mañ

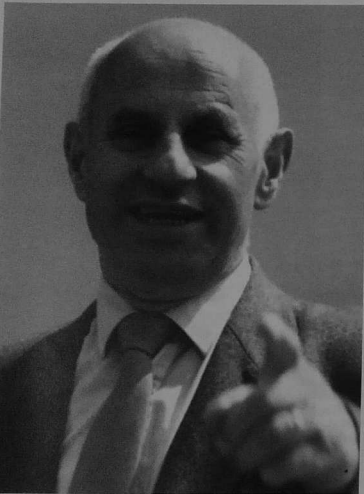
Tourioù koadek Milano
Ijin 'zo gant lod eus ar gêraozourien evit kuzhat ar betoù a-dreñz gwezh liesseurt. Unan eus o souezh-oberennoù eo an annezlec'h Bosco verticale e Milano. E 2014 e oa bet echuet er gêr-mañ, daou dour bras nav c'hant a wezennoù war o fondaleziou-dia-

vaez, en o zouesk gwez-derv glas, kelvez Turkia, faou, onn, gwez-prun, gwez-kerez, gwez-avalou, gwez-olivez. Dibabet e oa bet ar gouennoù dereatañ evit ar seurt implij, da lavarout eo plantennoù dizreñn na zegasont ket allergennoù, gwez da chom yac'h ha da dalañ mat ouzha c'hwez an avelioù, gwez hag a chom gant ar stumm c'hoantañ war-lerc'h an diskoultrañ, kreñv o galloud disatouañ an aer.

112 metr eo uhelder an tour brasañ ha 80 metr hini egile. Studiadennoù 'zo bet kaset da benn evit kinnig un doare dispar da lakaat seurt tourioù uhel da efediñ war an endro. Ne vez ket goulnnet digant an annezid da ziskoultrañ ar gwez div wech ar bloaz. Evit stourm a-enep ar c'hwen-gwez e vez degaset ouzhpenn-se buoc'hed-doue ha balafenned e miz Mae. Lakaet ez eus bet enno ivez neizhoù ha laouerioù evit eskell-kroc'hen. Skevent gias e vefe seurt kendier evit ar c'hêrioù. Lakaet a ra tourioù Milano da gompren talvoudgezh ar c'hlenlabour etre ar vevourien hag ar saverien tier. Swazh e chom uhel e c'houst. ●

- 1. Euvrin = absorber
- 2. Diskoultrañ = émonder

Fañch Morvannou, ur vuhez evit Breizh hag ar feiz



Fañch Morvannou

hant, enebiezh tud a zo zoken. Ar pezh az a a-enep engouestloù ar re nevez marvet.

Ganet e oa Fañch Morvannou d'an 20 a viz Du 1931 er C'hloastr-Pleiben. E Kollereg e tremenas e vugaleaj, deskiñ a ra galleg e skol ar barrez pa oa brezhoneg gantañ er vuhez pemdez. Harz-lammier e voe en Aljeria da vare ar vrezel-se. Tapout a ra e GAPES lizhiri klasel e 1965 hag e agregadur war ar yezhadur e 1966. E 1967 e kelenne latin e Skol-veur Rouen. Distreiñ a reas da Vreizh e 1970, kelenn a rae latin ha brezhoneg e Skol-veur Brest. Embann a reas e 1975 an hentenn gentañ Assimil evit deskiñ brezhoneg *Le breton sans peine*. Skorañ a reas e dezenn doktorelezh-Stad keltiek e miz Here 1980 : *Aspects de la littérature bretonne vannetaise dans la première moitié du XX^e siècle*. D'ar mare-se e oa stourmer oberiant en UDB, e penn ar gazetenn Pobl Vreizh hollvrezhonek eus 1976 da 1982. Kemmer a rae perzh e meur a gelaouenn all, lennegel, politikel pe relijiel : *Plandenn*, *Armorica*, *Al Liamm*, *Hor Yezh*, *Ar Falz*, *Brud Nevez*, *Minih Levenez*, hag all.

Ar brezhoneg e-kreiz e galon

E 1998 ez eas war e leve. Ronan Calvez, bet skoliad dezhañ hag e warlerc'hiad e rann ar brezhoneg e Skol-veur Brest, en deus lennet ul lodenn eus prezegenn Fañch Morvannou e-pad an obidoù : "Plijadur am eus bet dreist-holl o kelenn brezhoneg, oc'h ober kentelioù brezhoneg, ha m'o deus tennet lod un tamm gouind eus ma c'hentelioù, petra lavarin-me, nemet gweli-ase. Ra chomo bev ha yac'h ar yezh kozh : keit-all zo emeur o toullañ he bez dezhi. Ra chomo ar brezhoneg da vihanañ ur yezh ar Sul, levenez ha plijadur o tont d'e heul, evit brasañ mat ar re a ra hag a ray gantañ. Ra vo komzet, studiet ha kelennet brezhoneg mat en ti-mañ, ma vo aesaet an darempredoù evel-se etre ar studierien diouzh un tu, o zud hag o zud-kozh diouzh un tu all. Ra zeyu da veur a hini ar c'hoant da dafiva aval chlidrenk ar brezhoneg, anes gwaskañ war den ebet, gwech ebet, e doare ebet : brav eo d'ar brezhoneg kerzhet daou-ha-daou gant an diare, ar biljadur, ar frankiz. Ma n'eo ket bras rouantelezh ar CRBC, paez ar brezhoneg n'eus ket kalz a zoar dindani kennebeut. N'eo ket dav d'ar barrez bezañ bras evit ma vefe eürus an dud enni. An eürusted dre ar brezhoneg : perak ne vefe ket gwir kement-se evit lod ?"

Ur wech war e leve e reas war-dro un abadenn lennegel e brezhoneg war gwagennoù RCF Rivages ha war-dro an obidoù e paez Sant-Mark/Sant-Frañsez ar Gwelmeur e Brest. Ezel e oa eus bodadoù-labour e eskoptioù ar vro evit brezhonekaat al liderezh katolik. A-viskoazh en deus Fañch Morvannou labourer diwar-benn al liammoù etre ar feiz katolik hag ar brezhoneg, etre feiz ha Breizh. Anvet e oa da Varc'heg Urzh Sant-

Aet eo Fañch Morvannou d'an Anaon d'ar 6 a viz Mae 2019 da 87 vloaz. E obidoù d'ar Gwener 10 a viz Mae 2019 a zo bet unan eus brasañ ha fromusañ darvoud an Emsav er XXI^{añ} kantved.

► GANT JEREMI KOSTIQU

Ouzhpenn kant den a zo bet o kimiadiñ evit mat, deuet e oant eus pemp korn Breizh ha pallozh zoken da enoriñ Fañch Morvannou. Bez e oa e familh, e vignoned, e goñsorted, e skolidi bet, e genelled hent, bamourien diav ha politikourien evel Jean-Michel Le Boulanger ha mareaed stourmerien an UDB. An obidoù en iliz a zo bet e brezhoneg hag e galleg, hep latin. Impil ar brezhoneg e-pad obidoù ar vrezhonegerien pe difennerien ar brezhoneg, aze emañ an dalc'h. Lod a fell kement-mañ dezho met alies e vez skoilhou war an

Gregor-ar-Bras e 2013 gant ar Pab Frañsez evit e labour difenn ar feiz hag ar brezhoneg. N'eus medalenn all ebet evit enoriñ e oberenn vuhez. Dellezek e oa da gaut Urzh ar Erminig, hep mar ebet, met biskozho ne voe bet roet dezhañ.

Kaset e vo pallozh e hêrezh

En e brezegenn en iliz en deus lavaret Ronan Calvez ne ouie ket penaos trugarekaat Fañch Morvannou evit tout an traoù bet freuzkaset dezhañ. Hel lavaret en doa dezhañ. Hag un deiz en doa respontet Fañch Morvannou dezhañ gant ur mousc'hoarzh : "Gounit a ran, eme al louarn, abalamour da liv ar gwinih." Ar respont-mañ a zo tennet eus an eskemmet etre al louarn hag ar priñs bihan, e-barzh *Ar Priñs bihan* gant Saint-Exupéry. Al louarn a lavar :

"Unton eo va buhez. Chasaal a ran ar yer, ha chasaet e vezan gant mab-den. Damheñvel eo an holl yer, ha damheñvel eo an holl dud. Enoet e vezan un tammig eta. Met, ma tolvaez ac'honan, va buhez a vefe heoliek. Anavezout a rafen trouz ur paz hag a vezo dishañvel eus an holl re all. Ar pazioù all a gas ac'honan en douar. Da hini a gaso ac'honan e-maez an douarenn, evel ur sonadenn. Ha sal ! Ha gwelet a rez, ahont, ar parkerier gwinih ? Ne zebran ket a vara. Didavoud eo ar gwinih din. Ar parkerier gwinih ne zegasont soñj eus netra din. Hag an dra-se a zo trist ! Met blev melen-aour az peus. Neuze e vezo bamus pa pezo doñvaet ac'honan ! Ar gwinih hag a zo melen-aour a lako ac'honan da zerc'hel soñj ac'honan. Ha karout a rin trouz an avel er gwinih..." Echuat en doa Ronan Calvez e brezegenn o lavaret : "Er vodadeg-mañ, niverus omp-ni, ar re a soñjo e Fañch Morvannou, niverus omp o c'hellout lavaret e c'houezomp, abalamour da liv ar gwinih." ●

liek. Anavezout a rafen trouz ur paz hag a vezo dishañvel eus an holl re all. Ar pazioù all a gas ac'honan en douar. Da hini a gaso ac'honan e-maez an douarenn, evel ur sonadenn. Ha sal ! Ha gwelet a rez, ahont, ar parkerier gwinih ? Ne zebran ket a vara. Didavoud eo ar gwinih din. Ar parkerier gwinih ne zegasont soñj eus netra din. Hag an dra-se a zo trist ! Met blev melen-aour az peus. Neuze e vezo bamus pa pezo doñvaet ac'honan ! Ar gwinih hag a zo melen-aour a lako ac'honan da zerc'hel soñj ac'honan. Ha karout a rin trouz an avel er gwinih..." Echuat en doa Ronan Calvez e brezegenn o lavaret : "Er vodadeg-mañ, niverus omp-ni, ar re a soñjo e Fañch Morvannou, niverus omp o c'hellout lavaret e c'houezomp, abalamour da liv ar gwinih." ●



* Troidigzsh vrezhonek diwar ar galleg gant Jeremi Kostiou. Obidoù Fañch Morvannou a zo bet enrollet penn-da-benn gant Kreizenn Enklaskoù Istorel Bro-Leon, da selaou war ar rouedad eo : kreizenn.wordpress.com pe <http://k6.re/F-L-L>

An dreuzwelusted, kousto pe gousto ?

Gant ar c'hoant lakaat war-wel titouroù kuzhet a-raz-tozh-kaer d'an darn vrasañ e anv ar frankizioù hiniennel hag ar gwir da vezañ kelaouet, en deus rannket Julian Assange mont war-gaout ur bed bac'het ha bevennet-mat. Kondaonet eo bet d'ar 1^{añ} a viz Mae tremenet da dremen hanter-kant sizhunvezh en toull-bac'h. Ha talvezout a ra kement-mañ ar boan ? An dreuzwelusted 'zo deuet da vezañ ul lodenn anat ha ret eus ar mont-en-dro politikel ha keodedel ar broioù Angl-ha-Saoz evel ar Rouantelezh-Unanet. Diazezet eo ar renadoù demokratel war ar c'hoazoù hiniennel roet da gentañ-penn gant ar gwir da votiñ. Diwar-se e c'houlenn ar geodedourien bezañ gouest da zibab abenn gouzout da biv reiñ o fiziañs, ha neuze o mouezh. Dont a ra evel-henn ar mediaoù (chadennoù skinwel, skingomz, kazetennoù, webskinweliou h.a. ...) da vezañ gwir organoù-haklev. Evit lod avat, e-giz ar paotr Assange, ez eo un damdreuzwelusted. Ha pa vefe enskrivet ar frankiz kelaouin er Vonreizh amerikan, n'eo ket un abeg evit ar Stadoù da asantiñ bezañ spiet gant o fobloù, tra ma c'hoarvez ar c'homtroll-mik bemdez. Padal o deus ar geodedourien ar gwir da vezañ kelaouet evit raktresañ o dazont ha kaout pouez war o endro.

Ar Res publica : etre fiziañs ha disfiñz

N'eo ket an dreuzwelusted ur meizad ken anat ha ret er broioù latin evel Bro-C'hall met dont a ra tamm-ha-tamm ivez war-c'horre an tabutoù. Ha talvoudus eo forzh penaos ? A-hed ar c'hantved diwezhañ ez eo bet micheraleat an holl gefridioù politikel. Lakaet 'zo bet evel-henn tud arbennik war ar *Res publica* evit choaz e anv ar geodedourien. Pa alie an den fur Platon lakaat

ar geodedourien desketiñ da vevañ ar geoded, galvet gantañ ar Brederourien, ez eus bet lakaet tud a-vicher e penn ar Stadoù demokratel. Ha n'eo ket ivez an tu surañ d'ober war-dro ur vro ? Hag ezhomm o deus neuze ar geodedourien gouzout pep tra-int-i o vezañ diouziokoc'h pe diouziok war dachennnoù 'zo zoken ? Gallout a rafe kement-mañ moarvat krouiñ un aergelc'h ankenius, a zo diouti c'hoazh evit abegoù all. Ar pezh 'zo n'eo ket reizh tamm ebet e libaerie ar Stad li hec'h-unan embann kelaier 'zo ha ket kelaier all kennebeut. Diwar beseurt dezverkoù hen ober ?

Davet un adreizh demokratel ?

A-benn ar fin ha ne arouez ket ar goullenn groñse a dreuzwelusted un droukpleg demokratel don ? Luzietoc'h-luzietoc'h e seblant bezañ mont-en-dro ar bed, ar pezh a dech an dud da glask war-lerc'h displegadennnoù splannoc'h-splannañ evit splanlaat o spredoù. Gant-se e ra ar rouedadou sokial, a zo e kreiz-kreiz hor mont-en-dro demokratel hiziv an deiz, ar santimant da vezañ kelaouet. Met diwar beseurt abeg fiziañ muioch en titouroù kavet war ar rouedad hep ma vefent bet gwiriekalet eget titouroù ofisiel roet gant ar Stad, ha pa vefent diglok ? An tu-se end-eeun da chom hep embann titouroù pouezus, hag a c'hellfe cheñch dibabou-dilenn ar geodedourien, e-touesk traoù all. eo a sav disfiñz. Ar santimant da vezañ dornataet gant Lagad ar Breur Bras evel ma skrivfe George Orwell. Pegen dislavarus neuze goullenn muioch a dreuzwelusted en ur vezañ dibollikaet evit an darn vrasañ eus an dud ! ► GANT GWENNI MENEZ



O sellet ouzomp-holl emañ ar Breur Bras...

Du ha gwenn ha plas da lenn...



GANT HERVE LANNUZEL

Martial Menard, Ur breur er stourm gant Charlie Grall | embannet gant Al Lanv | 160 p. | 10,50 €



Embannet eo bet danvez al levr-mañ tamm-ha-tamm e pemp niverenn eus ar gelaouenn Al Lanv. Ne vo ket un nevezent evit lennerien ar gelaouenn eta. Kontañ a ra d'ar drempeoù Charlie gant e vignon ha kenstourmer abaoe ar bloavezhioù 70 betek an 8 a viz Gwengolo 2016 ma yeas Martial da Anaon. From a zo evel-just met ivez ul lodenn eus hon istor (SAE, SAB, TDB, mare an toull-bac'h, Diwan, embannadurioù an Here hag ar geriadurioù, ar reuz bet gouzañvet er bloavezhioù-se, Breizh Info [kelaouenn 1996]...) Kalz ac'hanomp o deus anavezet mat Martial. Stourmet gantañ war dachenn-mañ-tachenn. Bet doujañs evit ar stourmer gredus hag ar geriadurour dispar. Ur c'holl divent eo bet e varv. Evel ma lavar an embanner "Kement-se [embann al levr] a zo un dlead da evnor Martial, hogen muioc'h c'hoazh un dlead da istor hor bro". Spi 'm eus e roio tro al levr-mañ d'ar re yaouank da c'houzout muioc'h diwar-benn ar pezh 'oa ar stourm en eil lodenn an xx^{em} kantved. Ne saver netra hep gouzout ar pezh zo bet tremenet hag e vurutellañ diouzhet. Gouezet en deus Charlie skrivañ en ur stumm buhezek ha plijus da lenn. Un testiñ a-làran mat, ha n'eo ket ul labour istorour. Koun n'eo ket studi an istor met gellout a ra magañ anezhañ.

Kan ar Bed, Ur veaj war gan tro-dro d'ar bed, kontadenn gant Clara Colin | skeudennou gant Geoffrey Berniclie | brezhoneg gant Bannoù-Heol | embannet gant Bannoù-Heol | 49 f. | 21,90 €



N'ouzon ket hageñ e talv ar boan kanañ meuldui ouzhpenn d'an oberenn dispar-mañ. Ur meulgan liesyezhiek da liested ar sevendurioù hag ar yezhoù. Ar bladenn a gaver gant al levr zo brav-kenañ ha ret evit

heuliañ mat beaj Liza. Frouezh ul labour divent evit azasaat testennoù ar c'hanouennoù, kavout sonerien ha kanerien, bodañ un niver bras a dud evit ur pal boutin ha... diskoulmañ an holl gudennoù lezennel ha teknikel. Trugarez vras da Arno Elegoed ! Ma chom un nebeud lennerien Pobl Vreizh n'o deus ket prenet an oberenn, ret eo dezho en ober ar buanañ posupl... N'o do ket keuz.

An diwaller er segaleg gant J.D. Salingier | troet gant Kristian Braz | embannet gant Al Liamm | 262 b. | 14 €



Ul levr brudet eo The Catcher in the Rye. Setu c'hoazh un oberenn a-bouez eus al lennegzh etrebroadel laketaet e brezhoneg a-drugarez da bolitikerzh ar C'huzul Rannvro. Anavezet eo ampartz Kristian Braz ha plijadur o do ar vrezhonegerien o lenn an istor. Diaezet on bet ur wech an amzer gant ar bourc'hiz yaouank o kantrenn tri devezh-pad goude bezañ bet skarzhet ur wech c'hoazh eus ar skol eil d'ar cheuc'h ma studie enni. Trubuilhet eo sur evel kaz re yaouank d'e oad met kavet em eus e yae e gudennoù un tamm pelloc'h eget an trubuilh. Digempouez eo d'am soñj. Ha n'on ket deuet da "domañ outañ" evel ma kinnig an embanner daoust d'ar santimantou tener en deus evit un nebeud tud ha d'an darvoud trist c'hoarvezet en e familh. N'eo ket evit kement-se n'on ket bet dedennet gant al levr. Lennit anezhañ eta.

Ouzh-taol, mortlaeron ! gant Claire Bertholet | skeudennou gant Eric Gasté | brezhoneg gant Mark Kerrain | embannet gant Sav-Heol | 32 b. | 6 €



N'eo ket niverus bourzhiaed al lestr mortlaeron : Fri-Ruz ar c'habiten, Penn-Pesk ar martolod ha Beg-Bras ar big kanerezh ha gedourez (dlaes eo bet din chom hep soñjal en "Nid de pie", anv roet da blas ar gedour war al listri dre lien). E-kerzh ur gorventenn ec'h a

ar vag a-benn en ur roc'h. Setu an tri taolet war drazh un enezenn. Degeter int gant ar meuriad Azebtrud... Arabat d'al lennerien yaouank (meneget eo war ar golo ez eo al levr evit bugale 6-8 vloaz) bezañ nec'het : n'echu ket fall an traoù. Fentus eo an tresadennoù, fentus ivez an istor. Heuliet eo gant un nebeud c'hoariou. Pevar levr ar rummad Bidoc'hig eo Ouzh-taol, mortlaeron ! Dieout a rafe ober berzh.

Pevar mignon e-touez an erc'h, istor kontet gant Praline Gay-Para | skeudennaou gant André Pigent | laketaet e brezhoneg gant Mark Kerrain | embannet gant Sav-Heol | 20 p. | 6 €



Evel ma lenner war c'holo al levr e kaver en Europa meur a stumm eus istor pevar loen o kuitaat tiegezh o mestr hag o vont war an hent betek un ti distro. Brudet eo stumm ar vreurder Grimm, Sonerien Bremen. Hefivel eo penn-kentañ an istor-mañ met disthevel d'grenn ar fin peogwir ec'h erru ar pevar mignon e ti ur vamm-gozh... Sur o do bugale ar skolioù plijadur o lenn al levr hag o sellet ouz an tresadennoù fentus. Gellout a raint selaou an istor ma fell dezho, war lec'hien Kuzul ar Brezhoneg war bajenn katalog Sav-Heol.

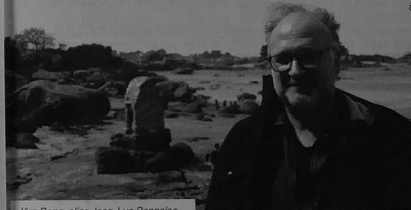
Mab ar samourai gant Géraldine Maincent dan Daniel Kerleroux | brezhoneg gant Mark Kerrain | embannet gant Sav-Heol | 24 f. | 5,50 €



Ul levr evit bugale 6-7 vloaz eo Mab ar samourai. Kinnig brav eo. Plijus eo an tresadennoù. Framm an istor a c'hell bezañ gweliet evel klasel. Un tad, barrek-kenañ war e arz (hini ar brezel), o klask lakaat e vab da heuliañ e hent. Un tamm dipitet eo gantañ. Choz a ra ar mab hentou dic'hortoz a seblant kas anezhañ pel eus ar pal. Gouint e ra istim e dad e fin an istor a-drugarez d'e boellegezh ha d'e zifrom. Samourai e vo... Danvez plijadur ha preder eta.

Portrait

Qui se cache derrière Jean-Luc Bannalec ?



Jörg Bong, alias Jean-Luc Bannalec.

Qui se cache derrière le pseudonyme Jean-Luc Bannalec ? C'est la question que Claude Thomas se posait en allant au rendez-vous fixé le 18 avril à Ploumanac'h. Rencontre avec l'auteur allemand Jörg Bong, auteur des enquêtes du commissaire Dupin.

PAR CLAUDE THOMAS

Ce que je savais de Jean-Luc Bannalec me donnait l'idée d'un Allemand rusé qui avait trouvé le filon pour se faire un maximum d'argent en exploitant la poule aux œufs d'or bretonne... Derrière ce pseudo se dissimule en effet Jörg Bong, éditeur, universitaire et écrivain allemand qui connaît un très gros succès des deux côtés du Rhin grâce aux aventures du commissaire Dupin, dont les ventes oscillent entre 350 000 et 1 000 000 d'exemplaires vendus rien qu'en Allemagne. Les téléfilms qui en sont tirés atteignent les 4,5 millions de téléspectateurs en allemand et sont régulièrement repris en français. Des touristes allemands viennent en Bretagne, attirés par les lieux évoqués dans les ouvrages de Jean-Luc Bannalec, et certains voyageurs organisent même des circuits sur les traces du commissaire Dupin. Notre rencontre changea sensiblement mon point de vue : trois quarts d'heure d'échanges me révélèrent un

homme réellement amoureux de la Bretagne : « Je me souviens encore de ma première venue en Bretagne comme si cela venait de se passer : j'étais adolescent et je passais le réveillon du 31 décembre à Carantec. Je me rappelle encore de l'émerveillement qui me saisit à la vue de ces blocs de granite parfois légèrement rosés alternant avec des criques de sable fin. Depuis, je reviens chaque année plusieurs mois en Bretagne, je l'explore et vais de surprises en surprises. » A la question de savoir s'il existe des différences entre la Bretagne et le reste de la France, la réponse ne se fait pas attendre : « Bien sûr ! La Bretagne tout comme l'Alsace ou la Corse ont des identités très fortes et quelquefois plus perceptibles pour des étrangers comme moi. Je regrette d'ailleurs, sans vouloir m'immiscer dans des affaires politiques, que la France n'applique pas une politique plus décentralisatrice, comme le fait par exemple l'Allemagne en déléguant beaucoup de pouvoirs aux Länder. »

Pour le respect des différences

« Je suis profondément pour un monde fait du respect des différences. J'habite Francfort, qui est une ville où vivent un tiers d'étrangers, et je trouve cela très bien. Au niveau européen, l'erreur serait de niveler les différences : je suis pour une identité plurielle. » L'auteur allemand connaît très bien notre culture : docteur ès lettres, il est incollable sur la matière bretonne : Tristan et Iseult, le cycle arthurien, la ville d'Ys... « Evidemment, un homme comme moi, né au bord du Rhin, ne peut qu'être très sensible aux légendes bretonnes, qui font écho aux légendes néo-nanennes comme l'or du Rhin ou le trésor des Nibelungen. » Il note aussi l'importance de l'oralité dans la culture celtique et la proximité des Bretons et de la mort : « Il existe une chose très particulière dans votre façon, à vous, Bretons, de voir le monde : comme si l'n'y avait que très peu d'espace entre le réel et l'imaginaire. » Jörg Bong a obtenu son doctorat sur « l'imagination et les enjeux esthétiques entre la fin du siècle des Lumières et le début du romantisme dans l'œuvre de Ludwig Tieck », gagons qui'il est plus sensible au romantisme qu'au cartésianisme. Et Nantes, dans tout cela ? « Pour moi, il est évident que Nantes et la Loire-Atlantique font intégralement partie de la Bretagne. D'ailleurs, l'une des aventures du commissaire Dupin se nomme Les Marais sanglants de Guérande, c'est bien la preuve, non ? » A Concarneau, le taux de touristes allemands a augmenté de l'ordre de 70 %, d'après les chiffres officiels, depuis la parution des livres de Jean-Luc Bannalec. Doit-on s'en plaindre ? Oui, si les résidences secondaires d'Allemands prennent la place des maisons d'autochtones. Non, si - et c'est manifestement le cas - les touristes sont attirés par l'amour que distillent les écrits de Jean-Luc Bannalec pour ce qu'il appelle son « second chez-moi ». Les aventures du commissaire Dupin n'en seraient qu'à leur moitié : 6 sur 12 prévus. Après Les Disparus de Trégastel, le livre suivant se situera dans le pays de Brocéliande. Après l'Armor, l'Argoat : l'important étant que cela produise un tourisme intelligent. ●

« Au niveau européen l'erreur serait de niveler : je suis pour une identité plurielle »

Législatives espagnoles : du bon et du moins bon...

Gentil Puig-Moreno a participé aux élections législatives anticipées espagnoles du 28 avril. Il revient de Barcelone avec deux bonnes nouvelles et une mauvaise. Les bonnes concernent les victoires du PSOE et d'ERC, et la mauvaise l'irruption de Vox, le parti néofranquiste d'extrême droite, avec 24 députés qui ont promis de faire du bruit.

► PAR GENTIL PUIG-MORENO

Les résultats de ces élections anticipées sont réellement surprenants et inespérés. Pour mes compatriotes, en revanche, ils étaient prévisibles, tant la situation créée par la droite était, depuis des années, épuisante et intenable. Les gens n'en pouvaient plus de la campagne anticatalane du Parti populaire (PP), de Ciudadanos (Cs) et maintenant de Vox (annonçant un péril encore plus grand). Ces trois partis de droite ont cependant fait un pacte de gouvernement et dirigent l'Andalousie depuis décembre 2018.

Nous pourrions retenir trois leçons de ces élections du 28 avril 2019. Tout d'abord, il faut reconnaître la réussite significative (de 85 à 123 députés), mais sans majorité, du PSOE (Parti socialiste). Ensuite, l'effondrement du PP. Enfin, la claire victoire de la ligne pragmatique et négociatrice de l'indépendantisme catalan de centre gauche d'ERC d'Oriol Junqueras en Catalogne sur l'autre tendance indépendantiste plus radicale de centre droit de JxCat (Ensemble pour la Catalogne) de Carles Puigdemont.

Une reconquête de la gauche

En effet, alors que la majorité des partis sociaux-démocrates européens ont connu ces dernières années un échec et une crise générale en Europe et dans le monde, en Espagne, Pedro Sanchez, secrétaire général du PSOE, a annoncé une « reconquête », à contre-courant des résultats de la gauche européenne. Est-

ce un feu de paille ou bien une fleur fragile de printemps, annonçant une perspective nouvelle et une issue progressiste ? On ne saurait le dire. De plus, Pedro Sanchez a pris une belle revanche sur la vieille garde des barons du PSOE.

Quant aux causes de la débâcle du PP (de 137 à 66 députés), elles sont nombreuses, à commencer par sa corruption au plus haut niveau du parti. La question catalane l'explique aussi, puisque le PP a non seulement bloqué le débat, mais aussi manipulé pour créer un affrontement politique entre la Catalogne et le reste de l'Espagne.

Cette folle stratégie du PP de Mariano Rajoy, poursuivie depuis 2011 pour accéder au pouvoir, a complètement échoué. Le PP a été rattrapé par ses turpitudes et a été attaqué d'un côté par Vox (une fraction néofranquiste du PP) et de l'autre par Cs (Ciudadanos, un parti soi-disant de centre droit, mais qui n'hésite pas à s'allier à Vox). Précisons que Manuel Valls a rejoint ce parti et, par là même, est condamné à l'échec électoral à Barcelone et à la honte générale en France et en Catalogne.

Des résultats également très intéressants en Catalogne

Ces élections ont également donné des résultats très intéressants en Catalogne. Car la claire victoire de l'indépendantisme de la gauche républicaine d'ERC sur l'autre courant de centre droit nationaliste de JxCat, plus radical, est un signe démocratique favorable qui augure d'une perspective de négociation entre le nouveau pouvoir central du PSOE, et celui de la généralité de Catalogne.

ERC est arrivé en tête de ces élections pour la première fois depuis très longtemps (mars 1936). Le parti ne souhaite pas participer à un gouvernement de Pedro Sanchez, mais il fera tout pour qu'il puisse gouverner afin de pouvoir entamer des négociations et trouver une issue institutionnelle pour la tenue d'un référendum.

ERC, la gauche républicaine de Catalogne, aura donc 15 députés aux Cortes Generales de Madrid en 2019, au lieu de 9 en 2016 et seulement 3 en 2011. Mais

Oriol Junqueras ne pourra pas y siéger, car ce vice-président du gouvernement autonome de la Catalogne est emprisonné depuis dix-huit mois et risque vingt-cinq ans de prison pour sa participation à la direction de l'organisation d'un référendum sur l'indépendance, considéré illégal par la Constitution espagnole de 1978.

Avec une forte participation de 77,6 %, 2 points de plus que la moyenne du reste de l'Etat espagnol, ERC relegue donc au second plan JxCat de l'ex-président Carles Puigdemont, exilé en Belgique pour échapper au procès en cours à Madrid. JxCat obtient 7 députés, un de moins qu'en 2016. ECP (*En Comú Podem* - Ensemble nous pouvons), l'équivalent catalan du Podemos espagnol, obtient quant à lui 7 députés, au lieu de 8 en 2016.

Sortie de crise ?

L'indépendance catalane reste donc au centre du jeu politique de l'Etat espagnol. Il faut espérer que Pedro Sanchez ne sera pas contraint à faire alliance avec les libéraux (et anticatalanistes) de Ciudadanos, car, dans ce cas, la question catalane se trouverait à nouveau bloquée et ce serait un renvoi à la case « affrontement ». Heureusement, les libéraux de Ciudadanos refusent eux aussi toute alliance avec le PSOE. Albert Rivera pensant en effet que Pedro Sanchez est trop conciliant avec les indépendantistes catalans. Rivera préfère donc s'allier avec le PP et Vox. Il vise à devenir le futur chef de l'opposition face à la gauche et à réussir *le sorpasso* (le dépassement de la droite du PP).

Pedro Sanchez devrait abandonner la piste Ciudadanos et chercher des appuis auprès de Podemos (42 élus), qui s'est déjà déclaré favorable à participer à un gouvernement de gauche, et auprès des indépendantistes catalans d'ERC, qui ont 15 élus. Pedro Sanchez a seulement besoin de ces derniers pour être élu président du futur gouvernement, puisqu'avec ses 123 députés, les 42 de Podemos et les 15 députés d'ERC il aurait un total de 180 députés, 4 de plus que la majorité absolue de 176.

Politica, 28 avril 2019

ELS RESULTATS ELECTORALS

El nou Congrés dels Diputats

Et esdevé, percentatge de vot i nombre de vots

ESPAÑA

99,75%

2019

350 ESCLONS

123

28,7%

748.382

66

16,7%

434.184

57

15,9%

428.535

42

14,3%

374.530

24

10,3%

249.021

15

3,9%

1.033.851

7

1,9%

496.980

137

33,0%

85

22,5%

71

21,1%

32

13,9%

9

2,5%

8

2,0%

2016

350 ESCLONS

137

33,0%

85

22,5%

71

21,1%

32

13,9%

9

2,5%

8

2,0%

2016

350 ESCLONS

137

33,0%

85

22,5%

71

21,1%

32

13,9%

9

2,5%

8

2,0%

2016

350 ESCLONS

137

33,0%

85

22,5%

71

21,1%

32

13,9%

9

2,5%

8

2,0%

2016

350 ESCLONS

137

33,0%

85

22,5%

71

21,1%

32

13,9%

9

2,5%

8

2,0%

2016

350 ESCLONS

137

33,0%

85

22,5%

71

21,1%

32

13,9%

9

2,5%

8

2,0%

2016

350 ESCLONS

137

33,0%

85

22,5%

71

21,1%

32

13,9%

9

2,5%

8

2,0%

2016

350 ESCLONS

137

33,0%

85

22,5%

71

21,1%

32

13,9%

9

2,5%

8

2,0%

2016

350 ESCLONS

137

33,0%

85

22,5%

71

21,1%

32

13,9%

9

2,5%

8

2,0%

2016

350 ESCLONS

137

33,0%

85

22,5%

71

21,1%

32

13,9%

9

2,5%

8

2,0%

2016

350 ESCLONS

137

33,0%

85

22,5%

71

21,1%

32

13,9%

9

2,5%

8

2,0%

2016

350 ESCLONS

137

33,0%

85

22,5%

71

21,1%

32

13,9%

9

2,5%

8

2,0%

2016

350 ESCLONS

137

33,0%

85

22,5%

71

21,1%

32

13,9%

9

2,5%

8

2,0%

2016

350 ESCLONS

137

33,0%

85

22,5%

71

21,1%

32

13,9%

9

2,5%

8

2,0%

2016

350 ESCLONS

137

33,0%

85

22,5%

71

21,1%

32

13,9%

9

2,5%

8

2,0%

2016

350 ESCLONS

137

33,0%

85

22,5%

71

21,1%

32

Israël : la politique du pire va continuer

À l'issue des élections législatives d'avril en Israël, Netanyahu s'apprête à former un cinquième gouvernement, tout aussi très à droite que le précédent. À la tête d'un régime d'apartheid, il s'apprête à mener et à renforcer la même politique de colonisation des territoires palestiniens occupés par Israël depuis 1967, au mépris du droit international et des droits nationaux du peuple palestinien. ► PAR YVES JARDIN

À la fin de décembre dernier, le gouvernement israélien a décidé de dissoudre la Knesset, le parlement israélien à une seule chambre. Après la démission du ministre israélien de la Défense, Avigdor Liberman, chef d'Israël Beitenou (« Notre maison Israël »), opposé à une trêve conclue à Gaza, et après le retrait des cinq députés de ce parti de la coalition de gouvernement, la majorité de Netanyahu n'était plus que de 61 sièges sur 120. Puis, Netanyahu a échoué à obtenir une majorité pour faire passer une loi sur la conscription des juifs ultra-orthodoxes (qui ne sont pas astreints au service militaire obligatoire s'ils étudient la Torah). Des élections anticipées ont donc eu lieu le 9 avril dernier.

Sur les 39 partis en lice pour le scrutin à la proportionnelle dans une circonscription unique, 11 seulement ont réussi à dépasser la barre des 3,25 % des suffrages nécessaire pour participer à la répartition des sièges. Déjouant les sondages, le Likoud, le parti de Netanyahu, obtient 36 sièges (+5). Son principal rival, Benny Ganz, ancien chef d'état-major, à la tête de la liste Bleu-Blanc, classée au centre droit, aux positions sur le dossier palestinien semblables à celles du Likoud, mais mettant l'accent sur la lutte contre la corruption et la recherche de la réconciliation nationale, remporte 35 sièges, ce qui constitue pour une formation fondée moins de six mois auparavant un indéniable succès.

Les partis d'extrême droite obtiennent au total 25 sièges : 8 (+1) pour le parti Shass, représentant les juifs ultra-orthodoxes séfarades, 7 (+2) pour le « Judaïsme unifié de la Torah », représentant les juifs ultra-orthodoxes ashkénazes, 5 (-1) pour Israël Beitenou, parti ultranationaliste laïc ayant pour base les immigrants venus de l'ex-Union soviétique, et 5 pour la Droite unie, nouveau parti formé de nationalistes religieux issus du « Foyer juif », de l'« Union nationale » et de « Force juive », parti considéré comme raciste et anti-arabe.

Au centre, le parti Koulanou de centre droit, qui soutient Netanyahu tout en mettant l'accent sur les ques-

tions sociales, obtient 4 sièges (-6). Le Parti travailliste, qui a dominé la vie politique israélienne pendant près de trente ans après la création d'Israël en 1948, ne remporte que 6 sièges (-13) et est marginalisé. Plus à gauche, le Meretz, membre comme le Parti travailliste de l'Internationale socialiste, favorable à une solution à deux États avec les Palestiniens, obtient 4 sièges (-1).

Enfin, les voix des Palestiniens israéliens (parfois qualifiés de « Palestiniens de 1948 »), restés en Israël à l'issue de la Nakba (la Catastrophe), le nettoyage ethnique de la Palestine, marqué par le départ forcé d'environ 800 000 Palestiniens (les trois quarts environ de la population palestinienne de l'époque), devenus des réfugiés, se sont réparties cette année entre deux listes en obtenant 10 sièges au total, alors que la Liste unie groupant tous les partis arabes avait obtenu 13 sièges aux élections précédentes : la liste Balad-Raam, groupant nationalistes et islamistes, obtient 6 sièges ; la liste Hadash-Taal, groupant communistes et nationalistes, obtient 4 sièges. Le Hadash ou Parti communiste israélien, favorable à une solution à deux États, est le seul parti binational en Israël.

Droitisation de l'opinion israélienne

Ces élections confirment la droitisation de l'opinion israélienne, dont le chauvinisme est atrocement exploité par Netanyahu. Premier ministre pour la cinquième fois, ce qui n'est jamais arrivé dans l'histoire d'Israël, battant le record de longévité politique de Ben Gourion en ayant été au pouvoir pendant treize ans, Netanyahu est sur le point de former le gouvernement le plus nationaliste et le plus à droite de l'histoire israélienne.

Mais il est l'objet d'enquêtes dans trois affaires. Le procureur général a annoncé en février son intention de l'inculper pour corruption, fraude et abus de confiance et a fixé au 10 juillet la date limite pour une dernière audience avant de décider de l'inculper, même si l'intéressé clame son innocence et se plaint d'une « chasse aux sorcières ».

La même politique d'oppression coloniale

La colonisation, illégale au regard du droit international, se développe de façon accélérée en Cisjordanie (avec 2 100 logements en construction en 2018), notamment en zone C, représentant 60 % de la superficie de ce territoire, où sont effectuées la majorité des arrestations. Les colons israéliens sont actuellement au nombre de plus de 400 000 et les Palestiniens sont menacés à terme d'une nouvelle expulsion avec le développement des colonies reliées entre elles par des routes réservées aux colons et à l'armée.

Jérusalem-Est, contiguë à la Cisjordanie, annexée illégalement par les Israéliens en 1980, est en proie à une politique de judaïsation. Les habitants palestiniens n'ont qu'un statut de résident permanent, mais qui peut leur être retiré sous de nombreux prétextes. Leurs maisons sont confisquées pour de fausses raisons et ils y sont remplacés par des colons israéliens. Aujourd'hui, ceux-ci sont au nombre de plus de 200 000, et la présence des 290 000 Palestiniens est menacée. La aussi, la Nakba continue.

Leurs colonies israéliennes de la bande de Gaza ont été évacuées en 2005. Les Palestiniens, au nombre de près de 2 millions (dont près des trois quarts sont des réfugiés), sont depuis douze ans soumis à un implacable blocus, décidé unilatéralement par Israël, dans un territoire minuscule (370 km²), qui devient inhabitable, où l'eau est impropre à la consommation à 90 %. Ils y vivent dans la misère avec un taux de chômage de 54 %.

Pourtant, ils ne renoncent pas à lutter : depuis le 30 mars 2018, ils manifestent tous les vendredis à la barrière-frontière avec Israël, à l'initiative d'une coalition citoyenne indépendante du pouvoir politique du Hamas. Les civils sans armes sont alors victimes des tirs à balles réelles : plus de 260 Palestiniens ont été tués (contre 2 militaires israéliens).

À ceux-ci il faut ajouter les victimes d'une guerre de basse intensité entre Israël et les groupes armés palestiniens, avec une alternance de tirs et de cessez-le-feu ; ainsi, le 4 mai, des centaines de roquettes ont été tirées sur Israël, qui a riposté par des tirs de missiles sur des dizaines de cibles à Gaza. Une nouvelle attaque israélienne, qui serait la quatrième depuis 2008.

Les Palestiniens dans une misère croissante ?

Les cinq millions de réfugiés palestiniens installés dans 58 camps en Palestine occupée et dans les pays voisins sont pris en charge par un organisme spécial de l'ONU, l'UNRWA, qui gère l'alimentation, la santé et l'enseignement. Mais les réfugiés sont menacés de plonger dans une misère croissante. Les États-Unis, principal financeur de cet organisme, ont depuis l'arrivée de Trump au pouvoir diminué considérablement leurs versements qu'ils ne veulent consacrer qu'aux « vrais réfugiés », c'est-à-dire ceux qui ont effectivement été chassés en 1947-1949, mais pas à leurs descendants. En outre, l'aide directe des États-Unis, dans le cadre de l'US-Aid, a été carrément supprimée.

En tout cas, ce genre de décision ne peut que satisfaire les Israéliens, qui ne reconnaissent ni n'assument leur responsabilité dans la Nakba et qui refusent d'appliquer le droit au retour des réfugiés palestiniens proclamé par la résolution 194 de l'ONU du 11 décembre 1948, qu'Israël a acceptée pour pouvoir entrer à l'ONU le 11 mai 1949, mais qu'ils continuent à bafouer.

Depuis son arrivée au pouvoir, il y a deux ans, le président des États-Unis a multiplié les décisions pro-israéliennes. Trump, rompant avec le consensus général et le droit international, a en décembre 2017 reconstruit Jérusalem comme la capitale d'Israël et y a transféré l'ambassade des États-Unis. Pendant la récente campagne électorale israélienne, il a reconnu l'annexion illégale par Israël du Golan syrien conquis

U.S. Embassy in Amman © RT 2.0



Benjamin Netanyahu et Mike Pompeo.

en 1967. Au cours de cette même campagne, Netanyahu s'est déclaré prêt à annexer les colonies israéliennes en Cisjordanie. Le secrétaire d'État des États-Unis, Mike Pompeo, a refusé de dire si son pays s'opposerait à cette annexion.

Netanyahu a travaillé à enterrer les perspectives d'un État palestinien viable et la possibilité d'une solution à deux États. Les négociations sont rompues depuis 2014 entre Israël et l'Autorité palestinienne. Et les relations de celle-ci avec les États-Unis sont au point mort depuis l'annonce de Trump sur Jérusalem. Le gouvernement des USA a déclaré qu'il publierait son plan de paix après les élections israéliennes. Le pire est à craindre, d'autant plus que Mike Pompeo a refusé aussi de réitérer le soutien des États-Unis à la solution à deux États.

Contre la surenchère israélo-américaine

Devant cette surenchère israélo-américaine, une des seules chances de sauver la solution à deux États serait une reconnaissance massive par les États occidentaux, et bien sûr par la France, de l'État de Palestine dans les « frontières » de 1967, déjà reconnu à l'ONU par 139 pays (dont 9 pays européens). Mais devant l'impossibilité d'une solution à deux États, c'est celle d'un seul État qui devra s'imposer, avec la garantie bien sûr à tous les habitants de ce pays de droits égaux, quelle que soient leur origine nationale, leur religion et leur langue.

Toute solution, qu'elle soit à un État ou à deux États, suppose la fin de l'occupation et du contrôle d'Israël sur les territoires palestiniens et bien sûr aussi la fin de la colonisation. Cela ne se fera pas sans des pressions et des sanctions sur Israël.

Si notre gouvernement continue sa politique de complicité avec Israël, c'est aux citoyens d'agir. Le récent retrait de la société française Alstom du projet de prolongement du tramway colonial qui relie Jérusalem aux colonies israéliennes de Cisjordanie montre que l'action citoyenne peut marquer des points. À nous de la développer. ●

Depuis son arrivée au pouvoir, Trump a multiplié les décisions pro-israéliennes. Rompant avec le consensus général et le droit international, il a reconnu Jérusalem comme la capitale d'Israël et y a transféré l'ambassade des États-Unis.

Le commando Kieffer : un héroïsme longtemps tabou

Il s'agit d'un petit groupe de combattants courageux qui ont participé au débarquement de Normandie. Ils n'étaient que 177. C'était le nombre de soldats citoyens français engagés dans la fameuse opération Overlord. Le nom du groupe est celui de son chef, le capitaine de corvette alsacien Philippe Kieffer. La proportion élevée de Bretons parmi ces libérateurs justifie qu'on en parle ici, soixante-quinze ans après. ► PAR JEAN-JACQUES MONNIER



Philippe Kieffer, à l'origine du 1^{er} BFMC.

Maurice Chauvet

Aujourd'hui, les commandos de la marine nationale et particulièrement le « commando Kieffer » sont les héritiers du 1^{er} BFMC.

Il y avait dès le début plus d'un tiers de Bretons dans les troupes des Forces françaises libres. Les apports bretons n'ont pas cessé, même si d'autres se sont dévoloppés. Par la suite, il y a eu beaucoup de ralliements venus de la marine. Beaucoup de ces ralliements aux Alliés étaient également bretons.

Si l'on connaît aujourd'hui cette question taboue, c'est que parmi les Bretons des commandos Kieffer, plusieurs ont publié des livres comme l'éditeur Gwen-Aël Bolloré, qui a écrit l'ouvrage *Nous étions 177*, et Maurice Chauvet, du Gâvre, dans la Loire-Atlantique, auteur de plusieurs ouvrages et d'une BD sur les fusiliers marins. La grande majorité est évidemment décédée. Nous avons eu la chance, avec Hubert Chemereau, d'en rencontrer plusieurs, des personnalités particulièrement attachantes qui restaient étonnamment discrètes et modestes malgré leur héroïsme passé.

Opérer en Europe occupée...

À l'origine de la création du 1^{er} BFMC par Philippe Kieffer, il y a l'idée des chefs militaires britanniques de constituer un commando de forces alliées, proposition validée par Winston Churchill le 30 mars 1942. Les Britanniques sont intéressés par l'apport d'hommes susceptibles d'opérer en Europe occupée, connaissant le pays et la langue des habitants. Ce commando serait ainsi constitué de troupes composées de Français, Polonais, Belges, Néerlandais, Norvégiens, Yougoslaves. Les discussions se tiennent au plus haut de la hiérarchie et font l'objet d'une correspondance fournie entre le général de Gaulle et Lord Mountbatten.

Dès le 2 avril 1942, l'état-major des Forces navales françaises libres (FNFL) donne son accord pour placer l'enseigne de vaisseau Philippe Kieffer et ses hommes sous autorité britannique.

Fin avril, à l'issue de leur mois de préparation à Skegness², 29 engagés volontaires, citoyens français, constituent la première *troop* étrangère à être formée à Achnacarry, dans les Highlands d'Écosse, comme les autres membres de la *Special Service Brigade*. Dans le même temps, Lord Mountbatten confirme à de Gaulle son accord pour intégrer une *troop* française au commando n° 10 en cours de constitution.

Après leur formation, en mai 1942, Philippe Kieffer et ses hommes resteront stationnés en Écosse pour poursuivre leur entraînement au sein du commando n° 2 à Ayr, avant d'intégrer officiellement le 16 juillet 1942 en tant que *Troop 1* le commando interallié n° 10, dont le commandement a été confié au lieutenant-colonel D.S. Lister. La *Troop 1* est basée à Cricieth³, au nord-ouest du pays de Galles.

La formation a donc lieu avec les bérets verts (commandos britanniques) au château d'Achnacarry. Ce château et les terres environnantes ont été mis à disposition en février 1942 de la *Special Service Brigade* par le chef du clan Cameron.

Le cadre est austère, sauvage, la formation particulièrement rude. Les nouveaux arrivants doivent ainsi parcourir trente kilomètres à pied de la gare au château, puis passer devant des tombes fictives de soldats soi-disant morts pendant l'entraînement. Le bataillon français ainsi formé est placé sous le commandement de Lord Lovat, qui dirige le 1^{er} brigade de commandos.

De véritables brigades internationales

Maurice Chauvet montre que le commando Kieffer au camp d'Achnacarry ressemblait en fait de véritables brigades internationales : selon lui, il y avait près de 60 % de Bretons et par ailleurs 40 % de Français, mais aussi des Espagnols, quelques Américains, sans parler des Havrais, largement d'extraction bretonne. L'autre chef, le capitaine Charles Trépel, était d'une famille d'Odessa, émigrée d'URSS, installée en Allemagne et émigrée à nouveau en raison du nazisme.

Quant à la figure reconnue de Philippe Kieffer, ce descendant d'une famille alsacienne émigrée à Haïti après 1870 est né en 1899 d'une mère anglaise, puis a été scolarisé à Jersey et aux États-Unis, avant d'exercer dans la banque à Haïti puis de se retrouver fonctionnaire colonial en Afrique occidentale.

Le major Stilwell, officier dans ce même camp, décédé en 2008, témoigne avoir été accueilli les nouveaux venus et leur avoir demandé en français : « Vous êtes français ? » « Non, nous sommes bretons », répondit le leader du groupe. À côté de l'émotion provoquée par cette réponse, le major apprécia beaucoup leur courage par la suite.

Maurice Chauvet évoque aussi l'existence d'une majorité de Bretons dans les bases des FNFL de St Ives en Cornouailles et de Greenock en Écosse. Et aussi le fait qu'une partie des marins bretons de Grande-Bretagne ont été laissés dans des bases comme Plymouth et non utilisés, comme si l'on s'en méfiait du côté de l'état-major des FFL.

Une vision commune de l'Europe future

La rigueur de l'entraînement – à balles réelles et explosifs en tout genre – s'explique par la difficulté et la dangerosité des missions à remplir en arrière des lignes ennemies. Le 18 octobre 1942, Hitler ordonne d'abattre tous les commandos faits prisonniers.

Par l'opération Jubilee du 19 août 1942, 15 hommes de la *Troop 1*, sous les ordres de l'officier de 2^e classe des équipages de la flotte Francis Vourch, un Finistérien, participant au raid sur Dieppe, aux côtés des commandos britanniques et canadiens. L'unité déplore seulement un mort. Un commando capturé puis évadé rejoint l'unité dix mois plus tard. Les « Kieffer »

ont participé à plusieurs autres opérations avant le Débarquement.

Comme les commandos avaient combattu sous uniforme anglais, de Gaulle n'avait pas voulu leur décerner le titre de Compagnon de la Libération ! De façon étonnante, il en voulait particulièrement aux Français et aux Bretons qui avaient servi la Royal Navy plutôt que Vichy. C'est-à-dire à ceux-là mêmes qui avaient concrètement lavé le déshonneur de la capitulation. La Marine nationale ne leur a pas non plus manifesté la moindre reconnaissance par la suite, en raison de leur insubordination à leurs chefs... vichystes.

Par compensation, ceux qui n'étaient pas encore décédés ont été faits officier de la Légion d'honneur... en 2004.

Cette solidarité concrète des Européens contre le nazisme correspondait aussi à une vision commune de l'Europe future, qui n'était pas la vision plus nationaliste du général de Gaulle. Même Churchill se positionnait régulièrement en faveur des États-Unis d'Europe. Très loin du Brexit... ●

1. Voir notamment son article sur le sujet dans *Le Peuple breton* de janvier 2005 et sa participation à notre livre *Résistance et conscience bretonne* (2007).
2. Station balnéaire de la côte est de l'Angleterre, dont les hôtels ont été réquisitionnés pour l'hébergement des nouveaux engagés dans les armées alliées.
3. Siège d'un camp d'entraînement. On choisit généralement des zones très peu peuplées avec des secteurs déserts.

Oubliés pour des raisons politiques, la plupart des commandos survivants ne recevront la Légion d'honneur que soixante ans plus tard !

Le badge du commando Kieffer



Ce badge métallique du 1^{er} bataillon de fusiliers marins commandos (BFMC) a été créé en 1943 par Maurice Chauvet (1918-2010), ce Breton passé par le scoutisme, qui a été incorporé en 1938 comme fusilier marin alors qu'il avait commencé deux ans avant des études d'art décoratif à Paris. Démobilisé en 1940, il veut rejoindre Londres. Mais son parcours pour y parvenir est jalonné de difficultés, comme celui de nombre de volontaires. Il débute en octobre 1941, mais Chauvet ne parviendra à rejoindre le Royaume-Uni qu'au printemps 1943 après un long périple et dix-huit mois dans les prisons de l'Espagne franquiste. Il est incorporé comme caporal au 1^{er} BFMC et béret vert français.

Il fait partie des 177 citoyens français qui débarquent le 6 juin 1944 sous les ordres du commandant Philippe Kieffer, fondateur des commandos de marine. Blessé le 10 juin, il doit être rapatrié en Grande-Bretagne. Après la guerre, il reprend ses études, travaille dans le cinéma et publie nombre d'ouvrages. Vingt ans après, il participe en tant que conseiller technique à la réalisation du célèbre film américain *Le Jour le plus long*. C'est l'un des principaux témoins bretons de l'aventure des commandos français du Débarquement. Il insiste beaucoup sur le rôle et les qualités de Charles Trépel, qui le situe au même niveau que Kieffer.

Le badge en question est aujourd'hui toujours porté par les commandos marine.

→ K.T. : Klaod Thomas → J.-J.M. : Jean-Jacques Monnier

La Côte d'Amour racontée



Jean-Bernard Vighetti, géographe de formation, s'est spécialisé dans le tourisme culturel et alternatif. Des « petites cités de caractères » aux « villes d'art et d'histoire », dont

il a initié les regroupements, il a œuvré de façon concrète pour que les Bretons des cinq départements forment des réseaux reconnus et efficaces. Il publie un bel ouvrage consacré à l'évolution de la côte qui s'étend de Saint-Nazaire à la presqu'île guérandaise, depuis la naissance des bains de mer vers 1820, en s'arrêtant ensuite sur l'apparition des stations balnéaires, l'arrivée du chemin de fer... C'est l'occasion pour l'auteur, grâce à des « focus » réussis, de nous raconter l'histoire de La Baule, puis celle de Pornichet et des petites stations nazairiennes. On y voit ensuite Le Croisic en crise, Le Pouliguen se maintenir, Batz attirer les artistes et les ethnologues. Puis on suit l'éveil au tourisme de la côte nord de la presqu'île guérandaise, notamment à La Turballe, Piriac et Mesquer. Le développement de l'automobile transforme les paysages et modifie le type d'urbanisation au cours du premier tiers du XX^e siècle, où cette côte est à la mode, sous l'expression touristique de « Côte d'Amour », et se développe énormément, avec la vocation internationale de La Baule notamment. La crise et la Seconde Guerre mondiale brisent cet élan : l'Occupation, la poche de Saint-Nazaire laissent la côte en triste état, il faut huit ans pour relancer l'activité. Les grands immeubles et les campings prennent le relais, mais la crise hôtelière commence. Richelement illustré et très structuré, le récit proprement dit s'achève en 1966, nous laissant sur notre faim : les grands projets de l'époque Olivier Guichard, les menaces sur les marais salants et les luttes qui ont permis de les juguler ne sont suggérés qu'en conclusion. Il manque donc un demi-siècle et plus pour que l'on arrive à la situation actuelle, que l'auteur aurait pu nous restituer de la même façon vivante et précise. Est-ce à dire qu'un nouveau livre suivra ou simplement que les

études emmagasinées s'arrêtaient à 1966 ? Les effets de la partition administrative et les façons de les contrer auraient également donné matière à information et à débat. Sur quoi fonder un développement respectueux de l'environnement humain, culturel et naturel si la question de l'identité du territoire n'est pas posée ? Mais rien que pour la qualité de l'historique et la richesse du fonds documentaire, ce livre est passionnant. > J.-J.M.

Un thriller du tonnerre...



vous fauteuil préféré et plongez-vous dans un pavé de 700 pages : *Armorican Psycho*. Vous n'en sortirez qu'après avoir terminé, et encore serez-vous déçu que ce soit déjà fini. Attention, petit chef d'œuvre, pour qui est fan de thriller : on est dans la veine de Maurice G. Dantec ou dans celle du Breton Caryl Férey. C'est dire ! Le héros, Yoran Rosko, photographe solitaire, est atteint d'une maladie rare qui lui fait voir le monde en noir et blanc et lui donne une hypersensibilité à la lumière, ce qu'il fait qu'il vit essentiellement la nuit, en portant des lunettes de soleil la plupart du temps. Yoran est confronté à une succession de meurtres commis par le « tueur de sel ». Mais, comme le dit la géographe Muriel Rosenberg, « la ville du roman noir, c'est le personnage central du récit ». Pourquoi pensez-vous que l'on vous a conseillé de mettre Miossec en fond sonore ? Parce que ce livre, en plus d'être un très bon thriller, est une véritable ode à la cité du Ponant. Tout y est : le ballet des grues, le château, la rue de Siam, mais aussi le quai Malbert... L'auteur, qui est né et a grandi à Brest même, dépeint sa ville avec amour et vérité. On reparlera de Gwenaél Le Guellec, c'est certain ! Il

a déjà reçu le Prix du suspense psychologique 2019 pour ce premier roman : et il semblerait que ce soit le début d'une trilogie ! > K.T.

Plus noir que noir



Préfacé par Hervé Jaouen, le nouveau recueil de Fañch Rebours fait également partie de la collection « Nouvelles noires » de l'éditeur. Le prof de breton et conseiller municipal de Lantouq trempe à nouveau sa plume dans l'encre la plus noire et nous montre une nouvelle fois la face la plus sombre de l'humanité. Le style est alerte, la lecture facile, le suspense haletant. A nouveau, les situations sont inscrites dans une réalité bretonne que l'auteur connaît profondément. Du monde des surfers au village rural, des résidents secondaires aux marginaux, de groupes de jeunes aux anciens qui vivent oubliés de nous, chaque nouvelle nous amène dans un monde différent que l'auteur semble nous révéler de l'intérieur. De multiples détails sonnent vrais, ce qui fait que l'on n'a pas l'impression d'une œuvre de romancier. En quelques pages, on plonge dans un univers breton, mais qui aurait perdu tout repère. Les descriptions au scalpel de pratiques et de milieux sociaux d'aujourd'hui fascinent. Jusqu'à la chute, toujours tragique, mortifère. C'est la force et l'étrangeté de ce livre qu'on ne peut lâcher de raconter à chaque fois une histoire qui finit mal, plus noire que noire. L'auteur du présent commentaire opérera plutôt, par tradition ou par option personnelle, vers des nouvelles blanches, optimistes, laissant une petite chance aux humains. Noir et blanc. > J.-J.M.

13 nouvelles cruelles de Bretagne (vol. 2) | Fañch Rebours | Astoude, 216 p., 8,50 €

Comparons les gaéliques

La démarche est originale : comparer le gaélique d'Irlande, d'Écosse et de l'île de Man, en insistant sur ces deux



dernières langues. L'une a disparu au XX^e siècle, l'autre demeure parlée dans plusieurs îles au large de l'Écosse et dans de petits secteurs des Highlands. Les deux résultent des mouvements de population et de la victoire des Scots d'Irlande sur les Écossais, notamment les Pictes. La publication d'un même texte dans les trois langues est déjà très parlante. Les rappels historiques sont bienvenus : l'abrégié d'histoire de l'Écosse est éloquent et l'on n'oublie plus que le scot est proche de l'anglais et que le gaélique d'Écosse vient d'Irlande. La comparaison entre le gaélique d'Écosse et le manx (ou « mannois ») montre que la langue de l'île de Man, qui n'a jamais connu plus de 20 000 locuteurs, a eu tendance à simplifier les apports et qu'elle a été ensuite très influencée par la graphie de l'anglais et... du latin. Suivent des petites méthodes, sans doute les seules qui existent en français. Le linguiste y trouvera pain béni et les autres pourront faire des comparaisons. Même lorsqu'il y a de fortes analogies lexicales, l'intercompréhension n'existe pas à cause des différences de prononciation et de graphies. > J.-J.M.

Avec Mael et Lenaig



deux idées originales : d'une part, en exergue à chaque page, un mot typique de la thématique traitée (exemple : caban ou vareuse pour *Le Petit Matelot*), ce qui permet à l'enfant d'enrichir son vocabulaire en s'amusant, et, d'autre part, une traduction en breton en dernière page des mots cités. Pour le moment, la collection comprend : *Le Petit Matelot*, *La Petite Navigatrice*, *Le Petit Fañcier*, *La Petite Musicienne*. L'enfant retrouvera

avec plaisir Mael et Lenaig dans chaque album carré et cartonné qui ne craint, donc, d'être ni jeté ni déchiré. Les jolies illustrations colorées de Christophe Boncens attireront l'attention des très jeunes lecteurs. > K.T.

Imaginaire richissime



Gérard Lomenec'h nous revient avec un thème à combiner : la mort et son valet, l'Ankou. À travers des légendes collectées par Anatole Le Braz, François-Marie Luzel ou Elvire de Cerny, il nous invite à plonger dans l'imaginaire de nos aïeux pour qui vie et mort étaient étroitement mêlées. L'église réprouva certaines pratiques oubliées, telles les danses sur les tombes. Car les très anciens Celtes avaient une représentation insouciante de l'au-delà, rappelant le Tir-na-Nog (terre de jeunesse où tous vivent en des palais étincelants de pierres). De cette confrontation entre les croyances païennes et la religion catholique est peut-être né cet imaginaire richissime constitué d'intersignes, de danses macabres et de charrettes de l'Ankou. À lire pour se faire (un peu) peur. > K.T.

Avant de dormir



La collection « Pays de légendes » est issue de légendes bretonnes remaniées et joliment illustrées par Fanny Cheval pour les enfants entre 6 et 9 ans. Partez donc avec eux, le soir avant de dormir, à la découverte des aventures de la licorne de Brocéliande ou de Merlin et le paysan. Fanny Cheval étudie bien ses sujets, notamment à la BNF, et va

souvent sur le terrain pour peaufiner ses connaissances : il en ressort un récit plaisant et structurant pour le psychisme des enfants. Sont déjà sortis : *Merlin et le paysan*, *La Licorne*, *Mélusine*, *L'Émeraude magique*, *Gargantua*, *La Mère Michel*... Même si certains titres ne paraissent pas typiquement bretons, ils le sont tous, car l'auteur en a trouvé les origines dans des ouvrages dûment répertoriés. Et, quoique d'une facture attirante pour les enfants, les lieux et villes illustrés sont très représentatifs des endroits évoqués. Du bon travail ! > K.T.

L'eau à la bouche



Ce livre de cuisine offre l'originalité de présenter plus d'une quarantaine de recettes, à base pour un tiers d'entre elles d'huile, pour un deuxième tiers d'algue et pour le dernier de blé noir. Il n'échappera à personne que ces trois produits sont emblématiques de la Bretagne. Les recettes ont été concoctées par 42 chefs bretons ou amoureux de la Bretagne. La plupart d'entre elles sont accessibles à tous les cuisiniers amateurs. Les photos en illustration donnent déjà l'eau à la bouche ! Escapes de chefs en Bretagne | Marie-Anne Page | Coop Breizh, 100 p., 18 €

Nous avons reçu

Gérard Lomenec'h, *Contes de fêtes et sirènes bretonnes*, Coop Breizh
Louis Eliégoët, Georges Provost, *La Folgoët. Sanctuaire d'exception*, Coop Breizh
Bérénice Manach, *Le Livre de Nella*, Skol Vreizh
Goulc'han Kervella, *Il n'y a guère d'amour heureux* (traduit du breton), Skol Vreizh
Jean-Luc Le Cleac'h, *Fragments d'Europe*, La Part commune
Gabrielle Garcia, *Resistir. Les Républicains espagnols en Bretagne*, Skol Vreizh

Selaouit

→ Pierre Morvan

FEST-NOZ VRAS

Pour ceux qui ne le savent pas, Tamm Kreiz n'est pas seulement un vaste agenda recensant tous les festi-noz de Bretagne, de France et de Navarre... L'association a également un rôle de valorisation et une mission d'observatoire de la musique à danser en Bretagne. Côté observatoire, justement, les chiffres confirment que le fest-noz a une présence affirmée en basse Bretagne et surtout l'été, et montrent une évolution à la baisse, régulière, de la fréquentation. Autre constat, alarmant, la moyenne d'âge des danseurs ne cesse d'augmenter. Les jeunes seraient de moins en moins attirés par le fest-noz, même si celui-ci demeure un lieu de rencontre intergénérationnel. Autant dire que Tamm Kreiz (www.tamm-kreiz.bzh) a du pain sur la planche. Mais l'avenir du fest-noz ne saurait reposer sur ses seules épaules. Les médias, l'école... doivent aussi apporter leur pierre à l'édifice. Tout comme le PB - coup de projecteur sur quelques groupes phares !...

FLEUVES | #2



Fleuves, saison 2. La première a tranquillement déroulé ses méandres vers une musique qui semblait couler de source, mais n'en était pas moins soigneusement travaillée. Un premier opus sans titre, mais avec du fond, paru il y a trois ans. « Une musique bretonne à la fois inventive et très respectueuse de la tradition et du pas des danseurs », écrivait-on alors dans *Le Peuple breton*. Pas mieux pour cette seconde parution, sobriement intitulée #2, qui vient largement confirmer la première impression. Le groupe, formé de Romain Dubois (Fender Rhodes et programmations), Émilien Robic (clarinettes) et Samson Dayou (basse), serait-il celui qu'on attendait pour donner à nos musiques le coup de startjenn espéré ? Désormais très programmé, son passage remarqué aux dernières Trans' rennaises, prescripteur reconnu, pourrait le laisser penser. À suivre, donc. En attendant ce nouveau flux, qui viendra forcément, #2 coche toutes les cases d'une musique bretonne enracinée et innovante, sobre et percutante, conquérante, une musique bretonne d'aujourd'hui et de demain... Sur le fil d'un équilibre permanent, mais réussi, entre électro et son breton, Fleuves parvient sans difficulté à faire monter la température, depuis *Glomé*, *Mouv*, *Valse à Olga* ou *Source*... jusqu'à *Nina S*, qui termine l'album en apothéose... On peut dire qu'un son nouveau coule dans les veines de la musique bretonne. Et s'il est incontestable que l'« on ne se baigne jamais deux fois dans le même fleuve », on prend beaucoup de plaisir à nager aux côtés d'un tel groupe.

> *Coop Breizh* CD 1157

LE GALL-CARRÉ - MOAL | Touelwiel

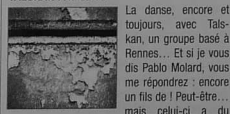


On les connaît, bien sûr ! Tangi Le Gall-Carré est membre de plusieurs duos ou trios et de Startjenn, groupe qui cartonne. Erwan Moal est lui aussi multi-talents. Et à également coté Startjenn dans la création El-taga et joue notamment en trio avec Fred Guichen et Sylvain Barou. Tous les deux ont baigné tout petits

dans la musique bretonne et biberonné au bilingue. Forcément, ça aide ! Leur second album, *Touelwiel*, est essentiellement consacré à la danse, bretonne ou irlandaise, et leur duo guitare-accordéon diatonique fonctionne au cordeau. Rideau, suite gavotte, suite pin, kost ar c'hoad ou valse s'y trottent à des jigs ou reels d'excellente tenue. Leurs invités sont parmi ceux qui comptent dans le paysage musical breton : le flûtiste Jean-Michel Veillon, le contrebassiste Julien Stevinn ou le guitariste Jacques Pellin. Mais il ne faudrait pas oublier Typhaine Corre, qui chante au mitan de l'album *An hini kare-tañ*... une belle voix pour une belle chanson.

> *Paker Prod, Coop Breizh, CD026*

TALSKAN | Au carré



La danse, encore et toujours, avec Talskan, un groupe basé à Rennes... Et si je vous dis Pablo Molard, vous me répondez : encore un fils de l'« Peut-être... mais celui-ci a du talent... Et Talskan, qui n'a que trois ou quatre ans d'âge, ne manque pas de savoir-faire... Pablo joue de la guitare acoustique. Il a été rejoint dans l'aventure par Baptiste Barbier (flûte traversière en bois), déjà membre de Zoli, par Florian Côté (guitare portugaise) et par Thomas Bessé (batterie, percussions)... À eux quatre, ils proposent une musique à la fois très énergique et très dansante, soignée et efficace, une musique *Au carré* ! En témoignage par exemple cette suite de *Ludéac*, *Inclinaison*, *Mandala* et *Declinaison*, ou la scottish qui ponctue l'album, *Quart de lune*... Mais on pourra aussi apprécier les compositions « à écouter » de Pablo Molard, *Juste à temps*, *Pont Roc'h* ou *Mauve*... De la belle ouvrage

> *Coop Breizh*

HIKS | Bezañ en e vutun



Et le fest-noz continue avec Hiks, le groupe qui met de l'électro-rock, mais aussi une bonne dose d'humour, dans sa musique à danser. Et peut-être aussi des produits (un peu) cheulous dans son tabac, à voir les cartes

postales anciennes (un peu) arrangées qui illustrent le livret de l'album... Avec Hiks, la question est clairement posée : va-t-on au fest-noz comme on va au musée ? Et la réponse est tout aussi claire : c'est non ! On va d'abord au fest-noz pour s'amuser, au-delà des pas formalisés, des codes et « des fiches établies par les cercles celtiques après guerre ». Fichtre ! Hiks va-t-il rallumer la querelle des anciens et des modernes ? Après tout, l'important n'est-il pas « de danser avec un bon esprit » ? C'est ainsi que Hiks entrelace sa musique hyper énergique, d'archives de l'INA, d'interrogations et de sentences apparemment frappées au coin du bon sens, mais un tantinet provocatrices... Pourra-t-on sortir la Bretagne de ses pommiers de terre, de ses artichauts et du Moyen-Âge ? La tradition doit-elle rester figée ? Vous avez quatre heures !

> *Coop Breizh, CD 1146*

SKOLVAN | Ti ar Seven



S'il est un groupe qui fait référence, c'est bien Skolvan, une maison solide, fondée en 1984, et qui a fait danser des dizaines de milliers d'amateurs de festi-noz. À l'occasion de la sortie de leur septième album, on apprend que c'est dans la cuisine de Youenn Le Bihan, membre fondateur et sonneur émérite, que les quatre musiciens « explorent de nouvelles lignes mélodiques, étudient les accents, les phrasés et les arrangements... Autant dire qu'il s'agit d'une musique mûrie aux petits oignons... Et goûtez ! Vous prenez la musique à danser de Bretagne, vous la malaxez soigneusement pour lui donner la consistance de votre cru, vous y ajoutez une grosse pincée de rythmes, une bonne louchée de swing un peu d'impro, un zeste d'exotisme tempéré - ici, un traditionnel flamand... - et vous servez bien chaud bouillant ! Autour du top chef Youenn, l'équipe est stable depuis dix ans, quand Régis Hubain (accordéon chromatique) a rejoint Gilles Le Bigot (guitare) et Bernard Le Dréau (saxophone). Et *Ti ar Seven* vient confirmer la patte Skolvan en même temps qu'un savoir-faire incontestable.

> *Coop Breizh, CD 1148*

1. mirage, illusion

Musiques de celtie

→ Philippe Cousin



HAMISH NAPIER | The Railway

Hamish Napier est un musicien renommé en Écosse qui a depuis plus de vingt ans participé à l'enregistrement d'une quarantaine d'albums, de Duncan Chisholm à James Graham, de Luke Daniels à Eddi Reader ou Gary Innes. Originaire de Grantown-on-Spey, au cœur des Highlands, il a quitté sa région natale pour Glasgow, où il enseigne la musique. Et fait un séjour à Boston, où il a étudié le jazz et la composition. Multi-instrumentiste accompli, il maîtrise aussi bien la flûte que le tin whistle ou le piano. Et compose, et chante. Après un premier album solo, *The River*, en 2016, il s'est attaché à *The Railway*, ancré lui aussi dans sa région de Strathpey. Cet album-concept s'inspire de la ligne de chemin de fer de la Speyside, formée dans les années 1960, mais qui fait toujours partie du paysage et de l'histoire de la vallée. Hamish est allé à la rencontre de plusieurs anciens cheminots de cette ligne mythique, qui flirtent allégrement avec les 90 ans. Il en a ramené quantité d'histoires et d'anecdotes qui lui ont servi de fil conducteur pour la composition d'un superbe opus de seize instrumentaux et deux chansons, écrites et interprétées par son frère Findlay. *The Old Ways*, *The Old Ways*, *Up The Hill*, *The Station*, *The World Came in by Rail*, *The Railwayman*... autant de chefs-d'œuvre sur lesquels le talent de Hamish explose. Une dizaine de musiciens lui prêtent la main, mais le plus grand parti de l'album lui revient dans tout ce qu'il a de sensibilité et de talent. Composer de la musique sur son pays natal est une source d'inspiration inépuisable. Une musique qui fait chanter le cœur. Et, cense sur le gîteau, signalez la beauté de la pochette et de ses dessins monochromes. Un musicien à découvrir de toute urgence. *Autoproduit* > www.hamishnapier.com



THE WHISTLE BLOWER

En 1976, un casse prend pour cible un train postal en Irlande, lors duquel 200 000 £ sont volées. Osgur, le frère aîné de Cormac, Juan Breathnach, est arrêté en compagnie de deux amis. Leur seule faute : être membres du Parti socialiste républicain irlandais (IRSP). Après de nombreuses tortures et des aveux extorqués, ils sont condamnés à trente-trois ans de prison. Mais l'IRA provisoire ayant revendiqué le vol en 1980, ils sont acquittés. Cormac, âgé de 13 ans au moment des faits, est profondément traumatisé. Plus de quarante ans après, il tente d'exorciser par un superbe album, fascinant et troublant, acte de guérison et défi musical. Cormac est un flûtiste qui a multiplié les expériences, notamment au sein de Diesel dans les années 1990, repoussant les limites de la musique traditionnelle par le biais du jazz et du blues. Puis, avec Sonamus, il se tourne vers la musique baroque. Aujourd'hui, il présente une suite de six morceaux associés à un documentaire poignant sur l'affaire. Il est accompagné par Daire Bracken au fiddle et Martin Tourish à l'accordéon. La musique, complexe et profondément personnelle, affine d'exemples riches et une beauté étonnante d'atmosphères expressives. Sur le premier titre, dédié à Osgur, il introduit une mélodie percussive, allusion au bruit d'un train. Plus loin, c'est la superbe *Amhrán Na Mna*, qui évoque les lamentations de sa famille. *The Whistle Blower* est une sorte de mise en garde pour notre époque, rappel de l'effet d'une injustice sur la vie des gens.

Autoproduit > www.thewhistleblower.ie



JESSE SMITH SEAN GAVIN JOHN BLAKE I

Music from the Lost Continent
Ces trois-là ont l'habitude de se retrouver depuis une quinzaine d'années. Jesse Smith, originaire de Baltimore, mais installé à Galway depuis près de vingt ans, a fait un temps partie de Dana, Violoniste traditionnel, il a été fortement influencé par les maîtres James Morrison et Michael Coleman, fiddlers irlandais-américains des années 1920-1930. Sean Gavin est lui aussi natif des USA, de Detroit, avec des origines dans le comté de Clare. C'est un flûtiste et piper émérite qui a fait partie des groupes Bua et NicGavinsky, John Blake, issu de la communauté irlandaise londonienne, a subi l'influence d'un grand-père flûtiste. Lui-même excelle à la flûte, à la guitare et au piano. Reinté en Irlande il y a une vingtaine d'années, son nom a souvent été associé à l'école de la musique irlandaise : Paddy Glackin, Liam O'Flynn, les Kame Sisters ou Téada. À eux trois, ils viennent de produire l'excellent *Music from the Lost Continent*, s'ajoutant le bohran de Dé Dannan, Johnny McDonagh. Ici, point de modernité ou d'arrangements échevelés, c'est la tradition à l'état pur : reels, jigs, polkas et homopies se succèdent sur les 13 titres et les 27 morceaux de l'album. Quelques airs connus émailent le disque : *Anderson's*, *Padraig O'Keefe's*, *Traite Gaoi* et *The Battle of Aughrim*, deux polkas du Clare ou *The Lark in the Morning* de Willie Clancy. Un album excellent dont on ne peut que regretter le goût doux de la pochette.

Autoproduit > seangavinmusic@gmail.com



LOS PADDYS | I Fly to las Pampas

La diaspora irlandaise en Amérique du Nord est l'une des plus importantes. Mais, au xix^e siècle, les irlandais ont également émigré en Amérique du Sud, et particulièrement en Argentine, où il reste une colonie non négligeable, et c'est à l'occasion d'un stage que le guitariste et chanteur d'Ennis, Paddy Mulcahy, découvre que la musique irlandaise a essaimé en Amérique latine. De retour dans le Clare, Paddy fonde en 2012 Los Paddys. Plus un projet, d'ailleurs, qu'un groupe à part entière, puisque nombre de musiciens y passent, irlandais, argentins et bretons. En 2013, un échange est mis en place entre musiciens et danseurs traditionnels du Clare et de Buenos Aires. Un premier album en 2013 et un second vicié quelques mois, *I Fly to las Pampas*, qui vient sceller les liens déjà très forts entre les deux cultures, un album qui voit la fusion entre rumba et salsa d'un côté, reels et jigs de l'autre. Paddy affirme que « cet album est un enfant de l'amour réunissant le meilleur des deux musiques, tout en réussissant à être vraiment unique ». On y entend la flûtiste Kirsten Alistair, le fiddler Adam Shapiro, le batteur Angelo Heart, le bassiste Liam O'Boyle... auxquels s'ajoutent quelques invités comme le joueur de charango Tommy Nelson ou le joueur breton de bohran Eddy Guilloteau. Douze morceaux alternant rythmes irlandais et grooves latins. Apparemment, Argentins comme Irlandais sont adeptes de la fête, mais aussi de la mélancolie. Il en résulte un sympathique album qui a la fâcheuse tendance à vous donner des fourmis dans les pieds.

Autoproduit > www.lospaddys.com

COAT-ALBRET

Cidre Bouché de Bretagne

Médaille d'argent 2004 au concours des Cidres de Bretagne



Produit et mis en bouteilles par
Loïc Berthelot
artisan-cidrier

au "Cellier du Bois d'Albret"
35137 Bédée - Tél. 02 99 09 05 78